

éco 121

OCTOBRE 2022

#124

www.eco121.fr

D 28899 -124- F: 6,90 €



LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE



**CHRISTIAN
POIRET**

PRÉSIDENT DU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL DU NORD

“C’EST UNE CRISE
EXISTENTIELLE
GLOBALE”

P14

CRISE ÉNERGÉTIQUE

**QUELLES
SOLUTIONS
POUR UNE
ÉCONOMIE
SOUS HAUTE
TENSION ?**

NOTRE ENQUÊTE P.18

→ SEINE NORD EUROPE LE DÉFI DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES P.27

→ STAPHYT POUSSE LES FEUX AU BRÉSIL P.42



CIC Start Innovation Business Awards Edition Nord Ouest 2022

Vous avez un projet innovant ? Déposez votre candidature !



CIC Nord Ouest

Merci Bruno !

L'idée métropolitaine ; le refus des frontières physiques ou mentales mais aussi des idées toutes faites ; la puissance d'entraînement d'une dynamique collective sans esprit de chapelle ; le concept de « Grand Lille » déployé dès 1993 avec la naissance de son Comité, le « benchmarking » des territoires, la recherche des bonnes pratiques partout sur la planète pour y puiser les solutions intelligentes ou des modèles de développement... Bruno Bonduelle, qui vient de disparaître au terme d'une vie ô combien remplie, aura su

générer un mouvement de fond bien plus puissant qu'il ne le pensait, lui qui déplorait ses nombreux combats perdus à commencer par la création d'une seule très grande ville de Lille sur le périmètre métropolitain ou le RER cadencé vers le bassin minier. Le *soft power* lillois, ce fut lui, d'abord.

Cet éternel bretteur d'idées, toujours avec vivacité, parfois de façon abrupte, souvent avec humour, laisse en réalité un bilan exceptionnel. Citons en vrac la fusion des CCI, le spectaculaire développement de l'aéroport de Lesquin, l'aménagement de nombreux parcs d'activité autour de Lille, mais aussi du port fluvial, la création du tribunal de commerce Lille Métropole, parmi 100 autres initiatives, de l'école de la 2e chance à... Eco121.

Epris d'aménagement du territoire,

n'aimant rien davantage que de se projeter à 20, 30 ou 50 ans, Bruno Bonduelle a su conjuguer une dimension de visionnaire mais aussi un vrai rôle d'acteur, faisant fi de la tradition culturelle des grandes familles nordistes aussi impliquées dans

leur entreprise qu'elles étaient discrètes voire absentes du débat public. Cette ligne là aussi a bougé depuis.

Cette contribution majeure à notre territoire mériterait sûrement que celui-ci lui marque sa reconnaissance de façon très visible. L'aéroport de Lyon a été baptisé « Saint-Exupéry » en 2000.

Pourquoi pas un aéroport Bruno Bonduelle ?

Ici lors du lancement du journal ECO121 en avril 2010



À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collègues d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

éco¹²¹

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€
Siret 528 810 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing

JOURNALISTES
Julie Kiavué
Guillaume Roussange

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Anne Henry-Castelbou
Didier Nicolas

PUBLICITÉ
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05

DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

IMPRIMEUR
La Presse Flamande,
rue du milieu
59190 Hazebrouck

ISSN : 2109-3792
Dépôt légal : à parution

sommaire

TENDANCES 4-13

- Lidl new look à Tourcoing
- Bureaux : Lille atteint les plus hauts

GRAND ANGLE 14-24

- Christian Poiret, président du Département du Nord : « *C'est une crise existentielle globale* »
- Crise énergétique : quelles solutions pour une économie sous haute tension ?

TERRITOIRES 26-37

- Seine Nord : Le défi des retombées économiques
- Avec Leel et Rose, RougeGorge lorgne l'international
- Innovafeed opère une levée record

ENTREPRENDRE 38-44

- Créateurs : Crèche à la demande facilite l'accueil occasionnel
- Export : Staphyt pousse les feux au Brésil

DÉTENTE 48-50

- Jeremy Maxwell au MusVerre, vol 2
- La Piscine à l'heure anglaise
- Gastronomie : Le Rozo réussit son transfert marquois



SLIH BRUGEOIS

Le groupe hôtelier SLIH étend son maillage vers la Venise du Nord en Belgique où il reprend en franchise le Novotel Bruges Centre, un établissement 3 étoiles de 126 chambres, et l'Ibis Bruges Centre, avec ses 128 chambres aménagées dans un ancien édifice médiéval. SLIH détenait déjà 7 hôtels ; 5 à Lille - dont le Couvent des Minimes au Quai du Wault -, mais aussi au Touquet et à Rouen.



620 000

C'est le nombre record de visiteurs qui se sont rendus à Nausicaá depuis janvier. Le premier semestre 2022 est même le meilleur réalisé depuis la création de l'aquarium en 1991. Une performance qui n'efface pas les grandes craintes de l'établissement face à sa facture énergétique.

COLLECTIF ROSE

Les nordistes Blancheporte, Publicis, CIC, M comme Mutuelle et RougeGorge ont créé ensemble le collectif Octobre rose en Nord. Ensemble, ils prévoient de lever des fonds chaque année, lors d'un événement, qu'ils reverseront à une association ou un projet en lien avec la lutte contre le cancer du sein. Première soirée caritative, le 20 octobre à 19h sur le campus de Publicis à Wasquehal. Durant laquelle une vente aux enchères d'œuvres d'art sera organisée en soutien à l'association Mon bonnet rose.

VIVIANE OLIVO CHEZ LES VERTS

Après une courte escapade dans l'univers des collectivités en mairie de Roubaix, l'ancienne directrice de la communication du Crédit Agricole Nord de France va réintégrer la banque verte, cette fois sur un périmètre élargi, baptisé « Identité et Territoire ».



Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUES SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 Bruno Bonduelle disparaît à 89 ans
- 2 Monsieur Jean placé en redressement judiciaire
- 3 Euratech : Kousse Vanecke prend la suite de Nicolas Brien par intérim
- 4 Menissee cède la majorité des boulangeries Louise à Teract
- 5 Résultats : soupe à la grimace pour Damartex



LIDL NEW LOOK

L'enseigne de distribution Lidl vient d'ouvrir son nouveau concept de supermarché à Tourcoing. Sur près de 1 000 m², le point de vente fait la part belle aux matériaux nobles et à l'immobilier durable, concrétisant la nouvelle politique énergétique de l'enseigne. Qui inclut l'objectif d'atteindre 100% d'emballages recyclables et la réduction de 20% du plastique utilisé dans les emballages de produits en marque propre d'ici 2025. Lidl Tourcoing a créé 22 emplois.



Pour mon
entreprise,
je cotise
pour la prévention des
risques professionnels
donc j'ai droit à des



Aides
financières*



Conseils



Formations



Pour accéder aux services de la Carsat Hauts-de-France,
je flashe le QR Code.

* voir conditions sur le site carsat-hdf.fr

LE
TOPBUREAUX : LILLE ATTEINT
LES PLUS HAUTS

Le compteur du marché des bureaux lillois ne cesse de s'emballer. Le tertiaire de la capitale des Flandres a démarré 2022 sur les chapeaux de roues. Après un premier trimestre sans précédent, notamment grâce à la nouvelle cité administrative et ses 38 000 m², le marché s'offre cette fois un semestre historique avec 169 000 m² placés sur les six premiers mois de l'année. En 215 opérations, dont 24 supérieures à 1 000 m² et même quatre de plus de 10 000 m². Dont l'important programme mixte Sensorium à la lisière d'Euralille et de La Madeleine. Il offrira dès 2024 pas moins de 18 000 m² de bureaux (occupés par une grande mutuelle) et 135 appartements. Le neuf représente 65% des transactions. Malgré le contexte inflationniste et la flambée des coûts de l'énergie, les investissements vont bon train : 300 M€ injectés depuis le début de l'année. A l'échelle des grandes métropoles, Lille occupe la première place, devant Lyon et ses 147 000 m². Et atteint même deux fois le marché marseillais et près de trois fois celui de Bordeaux.

LE
FLOPDÉFAILLANCES :
LE VENT TOURNE

Le nombre de défaillances d'entreprises repart à la hausse et pourrait accélérer ces prochains mois. Le tribunal de commerce de Lille Métropole enregistre depuis juin une nette progression des procédures. A fin août, la hausse des procédures collectives atteignait 7%. Les liquidations progressent de 10% tandis que les redressements



judiciaires sont encore de moitié inférieurs à leur niveau de 2019. Mais le président du tribunal Eric Feldmann souligne un événement important programmé à partir d'octobre, à savoir la reprise des assignations par l'URSSAF. Or celles-ci présentent traditionnellement plus d'un tiers des ouvertures de procédures. Sans compter la pression des prix de l'énergie. « *Je ne veux pas être un prophète de malheur, mais je pense qu'on est à un tournant* », commente Eric Feldmann.



« ON NE CHANGERA PAS LE MONDE AVEC 300 MILLIONS DE PIÈCES ÉCO-CONÇUES ! IL FAUT AUSSI D'AUTRES SOLUTIONS »

Patrick Stassi, patron de Kiabi, lors de la présentation du futur siège de l'enseigne en construction à Lezennes (lire p.32)

“ CE QUE VOUS ÊTES EN TRAIN DE VIVRE, JE CRAINS QUE CE NE SOIT QU'UN APÉRITIF ! ”

Georges-François Leclerc,

préfet de Région, à propos des grandes difficultés de recrutement des entreprises mises en valeur lors des journées du patrimoine, dès lors que 800 000 salariés de la région vont prendre leur retraite dans les dix ans.



“IL FAUT ARRÊTER DE CROIRE QUE TOUT CE QUI VIENT D'ASIE A ÉTÉ PRODUIT DANS DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPLORABLES !”

Catherine Gallais,

Dg de RougeGorge, à propos de sa volonté de développer le proche import pour la fabrication de ses produits, tout en maintenant ses partenaires asiatiques historiques.

“LE CONTEXTE EST COMPLEXE. NOUS AVONS BESOIN DES POUVOIRS PUBLICS, DU BOUCLIER ÉNERGÉTIQUE ET D'UNE BAISSÉ DE NOS IMPÔTS DE PRODUCTION ET DE NOS CHARGES”

Stéphane Debeunne,

l'appel du dirigeant de France Cake Tradition, lors de l'inauguration, fin septembre, de l'extension de l'usine à Tourcoing (2 500 m², 1,3 M€ d'investissement).



“JE PLANTE, TU PLANTES, NOUS PLANTONS”

Frédéric Motte,

à l'occasion de de l'opération de reboisement du Nord-Pas-de-Calais, initié par la Voix du Nord



“NOUS CROYONS FORTEMENT AU POTENTIEL DE L'AZP 2006 EN TANT QUE TRAITEMENT POTENTIEL DES MALADIES NEURODÉGÉNÉRATIVES”

Philippe Verwaerde,

président de la biopharma lilloise Alzprotect, après que sa molécule ait franchi avec succès la phase 2A de son essai clinique

4 OCTOBRE : Table ronde « Gouvernance en entreprises familiales - partage d'expériences, meilleures pratiques et limites », 18h, EDHEC Campus Jean Arnault, Roubaix

6 OCTOBRE : « La nuit porte conseils » de Places Tertiaires, de 19h à 22h, Espace Canopy, Lille

11 OCTOBRE : Entreprises et Territoires, de 10h à 16h, salle du Cosec, Arques

13 OCTOBRE : Soirée des clubs d'entreprises de la Métropole lilloise, dès 18h, Cité des Echanges, Marcq-en-Baroeul

13 OCTOBRE : Soirée Invest'Innove, dès 17h30, siège Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Baroeul

13 OCTOBRE : Forum rencontre entreprises - étudiants ingénieurs, Centrale Lille

14 AU 16 OCTOBRE : Maker Faire Lille, Gare Saint-Sauveur

TAUX DE CHÔMAGE

8,7% au 1er trimestre 2022
en Hauts-de-France
- 0,9% sur un an
(Source DREETS)

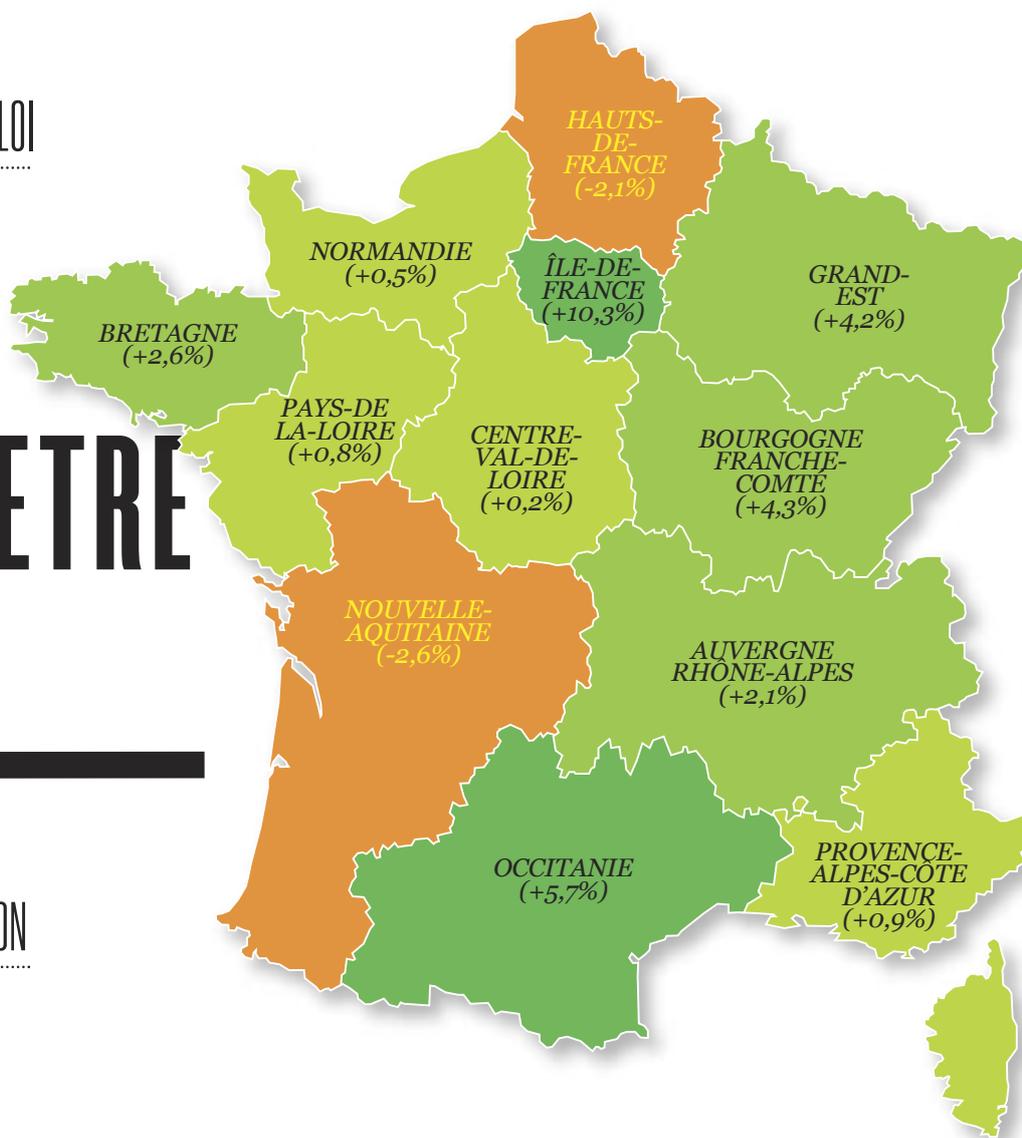
INTÉRIM (CARTE)

-2,1% dans les Hauts-de-France,
en juillet 2022 par rapport à juillet 2021.
(Source Prism'Emploi)

NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI

519 850 (-9% sur un an)
(Source DREETS)

LE BAROMETRE ECO121



CRÉATION D'ENTREPRISES EN RÉGION

15 287 au 2e trimestre 2022
-8,4% sur un an.
(Source Insee)

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

469 liquidations
114 redressements judiciaires
depuis le début de l'année
(Source Tribunal de commerce de Lille Métropole,
août 2022)

IMMOBILIER DE BUREAUX

LILLE MÉTROPOLE
169 000 m²
placés en au premier semestre 2022
(+47% sur un an)

LE DÉPARTEMENT DU NORD VOUS ACCOMPAGNE DANS VOS RECRUTEMENTS

Vous cherchez le profil idéal ?

7 Plateformes emploi territoriales
pour vous aider dans vos projets
de recrutement

Analyse des besoins
Repérage des compétences disponibles
Mobilisation des acteurs de l'emploi
et de la formation professionnelle
Préparation des candidats
Proposition de profils
adaptés et coachés
Sécurisation de la prise de poste



Plus d'infos et contacts
lenord.fr/emploi

ENTREPRISE DU SECTEUR
MARCHAND
PROFITEZ DU CONTRAT
INITIATIVE EMPLOI,
UNE AIDE À L'EMBAUCHE
DES ALLOCATAIRES DU RSA
RÉSIDENTS DANS LE
DÉPARTEMENT DU NORD.



Ce projet est cofinancé par
le Fonds social européen
dans le cadre du programme
opérationnel national
«Emploi et Inclusion»
2014-2020

SNCF

Jérôme Bodel, 52 ans, est le nouveau directeur TER des Hauts-de-France, en lieu et place de Frédéric Guichard nommé directeur de la zone de production Sud-Est de SNCF Réseau. Ce Valenciennois, ingénieur Ensaë, est un pur produit du groupe SNCF qu'il a rejoint en 1995. Il a notamment été directeur de l'axe TER Aulnoye-Valenciennes-Lille, puis directeur animation métiers de la production de SNCF Fret. Il a également dirigé les programmes d'aménagement des gares Lille Europe, Lille Flandres ou encore de Paris Nord. En 2019, il prend les fonctions de directeur du TER de Dakar au Sénégal au sein du groupe Keolis, son dernier poste.



© Laurent Meyeux

EURATECHNOLOGIES

Koussée Vanecke est nommée présidente du directoire d'Euratech par intérim après la mise à l'écart de Nicolas Brien.



Cette ESCP a rejoint l'incubateur lillois comme directrice générale depuis janvier dernier. Passée par Danone puis Pernod-Ricard, cette experte en marketing a ensuite monté elle-même une start up pendant trois ans. Elle a également travaillé pour Webhelp puis pour Comexposium, sa dernière fonction avant d'intégrer Euratech.

De son côté, **Matthieu Barlet** devient directeur des programmes France de



l'incubateur. Il assurait depuis le début de l'année la direction du site Blanchemaille à Roubaix. Après un master en droit international, il débute chez le bancassureur parisien ACMN Vie comme attaché de direction (2002). Il rejoint ensuite le Crédit Mutuel Nord Europe comme responsable filière épargne salariale puis du pôle banque en ligne. Après 4 ans à la Caisse d'Épargne Hauts de France dès 2010, il rejoint Euratechnologies. D'abord comme responsable de l'incubateur Agrotech de Willems (2019), puis du FALC à Lille (FinTech, AssurTech, LegalTech, Cybersécurité).

RAMSAY

A 35 ans, **Frédéric Baude**



prend la direction de la clinique de la Victoire de Tourcoing, en plus de celle de l'hôpital privé de Villeneuve d'Ascq. Les deux établissements appartiennent au groupe Ramsay Santé. Maître en management des établissements de santé, Frédéric Baude rejoint le leader européen de l'hospitalisation privée en 2012 comme directeur des opérations à l'hôpital privé de l'Ouest Parisien. Il occupera les mêmes fonctions au sein de l'hôpital privé de la Loire et de la clinique Geoffroy Saint-Hilaire. Il devient directeur de l'établissement de Villeneuve d'Ascq en 2020.

B LAB

Thomas Breuzard est élu vice-président de l'association B Lab France, qui porte le mouvement des B Corps en France, au côté de Camila Garcia Quijano. A 33 ans, Thomas Breuzard est diplômé d'un MBA en



commerce international et marketing. Il a d'abord accompagné pendant huit ans des entreprises dans leur définition et mise en œuvre de leur stratégie RSE, avant de rejoindre en 2017 Norsys, groupe familial. Il en est aujourd'hui directeur "permaentreprise", concept imaginé par son père Sylvain Breuzard, déclinaison de la permaculture dans l'univers de l'entreprise.

PETRAM

Bertrand Dubus devient Dg de Petram, société anonyme de coordination à Amiens qui regroupe les bailleurs Sia Habitat, SIGH et SA HLM. Ce Skema a débuté dans le secteur bancaire, d'abord chez CIC Nord Ouest dès 1982. Il a notamment été chargé d'affaires entreprise, directeur de la gestion privée ou encore de la trésorerie. En 2001, il devient membre du directoire de Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Flandres (Caisse d'Épargne Hauts de France aujourd'hui). Avant d'être nommé directeur général délégué de Banque Palatine dès 2015, son dernier poste.



© Sophie Stainkiewicz

DISPARITION

Bruno Bonduelle

C'est une figure majeure de la vie régionale qui tire sa révérence. A 89 ans, Bruno Bonduelle s'est éteint dans la sérénité à son domicile de Marcq-en-Barœul. Diplômé de Sciences Pô Paris, il travailla d'abord chez Dalle & Lecomte avant de rejoindre et diriger le groupe familial Bonduelle de 1984 à 1994. Sous sa houlette, le groupe légumier a notamment intégré la marque Cassegrain et entamé son internationalisation vers l'Espagne, le Portugal et l'Europe centrale. Mais son action aura été encore plus marquée par son activisme public au service du territoire régional. Toujours désireux de s'affranchir des effets de chapelles ou de beffrois, il crée dès 1993 le Comité Grand Lille, qui réunira jusqu'à 1 000 décideurs locaux de tous horizons, afin d'alimenter le territoire en idées, en grands pro-

jets et en énergie collective. Il présidera cette organisation informelle jusqu'en 2005, formant longtemps un duo très efficace avec Pierre Mauroy. Parmi ses différents mandats, il présidera aussi l'APIM (Association pour la Promotion Internationale de la Métropole, précurseur de Hello Lille), Nord France Expert et bien sûr la CCI de Lille Métropole puis Grand Lille de 2004 à 2010. Il fut aussi l'auteur de nombreux ouvrages en forme de lettres ouvertes aux élus, ou encore du livre « un sextennat », rédigé comme un abécédaire de son action consulaire. Nous n'oublions pas ici son rôle décisif dans la naissance d'Ec121 dont il fut aussi billettiste pendant 10 ans. Toute l'équipe du journal s'associe à la peine de la famille et pense tout particulièrement à son épouse Chantal.

PARCE QUE VOS PROJETS PROFESSIONNELS
ET PRIVÉS SONT INDISSOCIABLES,
NOUS AVONS CRÉÉ JPM BANQUE D'AFFAIRES.



POUR L'ENTREPRISE
ET L'ENTREPRENEUR



**JPM Banque d'Affaires est la première banque d'affaires en Hauts-de-France
dédiée aux dirigeants de notre région.**

Parce que vous pouvez être entrepreneur et chef de famille, nous avons conçu
une approche globale qui réunit toutes les expertises en un même lieu.

Comme vous, nous sommes profondément attachés à notre territoire,
nous y puisons notre énergie et nous voulons contribuer à son développement.
Choisissez une banque d'affaires qui vous connaît et qui partage vos valeurs.



Lille / Arras / Valenciennes

JPM Banque d'Affaires est une marque de la Banque Populaire du Nord - Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable. 847 avenue de la République, 59700 Marcq-en-Barœul - 457 506 566 RCS Lille métropole.



COZY AIR ASPIRE 1,5 M€

Cinq ans après sa création, Cozy Air entend passer à l'étape supérieure. La spécialiste de la surveillance et de l'optimisation de la qualité de l'air intérieur vient de boucler un nouveau tour de table à hauteur d'1,5 M€. Les fonds collectés permettront à la start up lilloise de poursuivre le déploiement de sa solution connectée sur le marché tertiaire, mais aussi de soutenir son lancement sur celui du résidentiel. D'anciens actionnaires au capital de Cozy Air cèdent leur place à de nouveaux dont le marseillais coté en bourse Avenir Telecom. Lamia Mialet et Charles Cornille (photo), les fondateurs dirigeants, restent majoritaires. Leur premier tour de table (850 K€), réalisé en 2019 auprès de business angels régionaux, avait pour objectif d'aider leur jeune pousse « à sécuriser et mieux maîtriser la partie technique de la solution et à trouver un modèle économique stable », raconte Charles Cornille. C'est chose faite. Cette fois, le nouveau financement se veut « très pragmatique, souligne la dirigeante. Cette levée a pour but de nous aider à atteindre une nouvelle dimension ».

"CETTE LEVÉE A POUR BUT DE NOUS AIDER À ATTEINDRE UNE NOUVELLE DIMENSION"
LAMIA MIALET

Sur la feuille de route des deux ingénieurs chimistes de formation, la poursuite du développement en France, avant d'attaquer le marché européen en commençant par la Belgique et l'Allemagne. Les capteurs de Cozy Air sont utilisés par 200 clients, parmi lesquels Vinci Energie, SPIE Facilities, Dalkia ou encore Sony Music. En parallèle, les dirigeants prévoient de recruter quatre nouvelles personnes d'ici la fin de l'année pour renforcer leurs équipes IT et commerciales grands comptes. L'entreprise emploie six personnes réparties entre son siège à Lille et Tourcoing où elle assemble ses produits. Cozy Air vise la quinzaine de salariés d'ici 2025 pour 5 M€ de ventes. Ses fondateurs taisent leur chiffre d'affaires actuel mais indique l'avoir multiplié par six ces deux dernières années. Notamment sous l'impulsion de la Covid et la prise de conscience générale des professionnels sur l'importance d'un bon air intérieur.



Les capteurs et la plateforme de suivi en temps réel de la qualité de l'air intérieur développés par Cozy Air promettent une efficacité énergétique de 8 à 10% annuels sur les systèmes de ventilation.

Rapprochement entre Euratech et Majorel



Majorel Group, spécialiste de l'expérience client externalisée pour grandes marques mondiales, et Euratech viennent de signer un partenariat en vue de favoriser la naissance, l'accompagnement et le développement de start up à la tête de solutions innovant le parcours et l'expérience client. Les jeunes pousses pourront ainsi bénéficier du portefeuille clients multisectoriels de Majorel (78 000 salariés) ainsi que d'un appui opérationnel pour leur développement. Pour le groupe luxembourgeois, le partenariat est l'occasion de renforcer son écosystème interne dédié à l'innovation. Pour la présidente par intérim de l'incubateur Koussée Vaneecke, les partenariats de ce type « permettent la création d'opportunités business pour nos entrepreneurs, comme des proof of concepts ou des premiers contrats ».

2,5 M€ contre l'arthrose chez l'animal



Vetbiolix, biotech vétérinaire créée en 2018 au sein de l'incubateur d'Eurasanté, annonce une levée de 2,5 M€ auprès de CapTech Santé (leader du tour), NFA, Bpi et un pool de business angels du milieu vétérinaire. Ceux-ci rejoignent au capital les fondateurs Matthieu Roquette, Rémy Hana, Matthieu Dubruque et Eurasanté. L'enveloppe financera le lancement des développements cliniques d'une série de candidats-médicaments, de dispositifs

médicaux et de produits de soin, créés par la biotech lilloise, à destination des chiens et chats. Tout un panel de solutions visant à apporter une réponse à l'arthrose, aux maladies parodontales, inflammatoires chroniques ou dermatologiques.

1 M€

C'est la toute première levée de fonds de Tribec, la cagnotte gratuite et solidaire créée en 2020 par les lilloises Cécile Flament et Gwendoline Broudehous. La jeune pousse donne la possibilité aux parents de créer une cagnotte en ligne pour les cadeaux de leurs enfants, tout en versant un don à une association environnementale ou d'aide aux plus démunis. Tribec est désormais accessible aux entreprises. Celles-ci peuvent en effet créer leur propre cagnotte, à leur image, à destination de leurs clients et collaborateurs. Première société séduite : Norauto.

Première levée pour Le Fourgon

Créée il y a un peu plus d'un an, la jeune pousse Le Fourgon, spécialiste de la consigne de bouteilles en verre, annonce son tout premier tour de table à hauteur de 4,5 M€. Réalisé auprès de fonds d'investissement (ID4 Ventures, Kima Ventures et Teampact Venture) et de nombreux business angels parmi lesquels Mathieu Tarnus (fondateur de Sarbacane), Augustin Paluel-Marmont (cofondateur de Michel & Augustin) ou encore Julien Codorniou (vice-président Facebook). Sur la feuille de route des fondateurs du Fourgon : poursuivre le déploiement en



France avec l'ambition d'ouvrir une nouvelle ville par mois sur l'année à venir, à commencer par Angers en octobre, suivi de Strasbourg, Toulouse puis Bordeaux. Le Fourgon, basé à Wambrechies, est déjà présent à travers une dizaine de villes françaises et prévoit d'en avoir le double en septembre 2023. Avec ses 100 collaborateurs, l'entreprise livre près de 15 000 clients et réemploie 300 000 bouteilles. Elle vise les 250 salariés d'ici un an.

200 000 €

Premier tour de financement pour la plateforme automatisée d'études marketing Selvitys (Village by CA Nord de France) qui boucle ses fonds auprès de Campus Fund, Ava Capital, Bpi, le Crédit Agricole Nord de France et le Réseau Entreprendre Nord.

Avec l'ambition affichée d'accélérer son développement, améliorer son produit et recruter.

 Save the date !

4 octobre

Afterwork « L'entrepreneuriat au féminin » au Louvre Lens Vallée, 17h45

7 octobre

Déjeuner-conférence Eurasanté avec Innovafeed à Talent Garden Lille, de 12h à 14h

11 octobre

Table ronde « Business Model » à la Plaine images, de 11h à 12h30

13 octobre

Soirée pitch Invest'innove

RECONSTRUCTION MAMMAIRE : LATTICE MEDICAL SIGNE SON PREMIER SUCCÈS

12 juillet, Institute of Clinical Oncology, à Tbilissi, en Géorgie. Incontestablement, cette date restera dans les annales de Lattice Medical. Deux mois après le lancement de ses essais cliniques, la start up lilloise se félicite du succès de sa toute première opération de reconstruction mammaire avec sa bioprothèse MATISSE. Imprimée en 3D, cette prothèse favorise la régénération des cellules graisseuses de la patiente, avant de se résorber 18 mois après son implantation. L'opération d'une heure et demi a été menée par le Pr. Gia Nemsadze et ses équipes, en présence des trois cofondateurs de Lattice Medical, Julien Payen et les Pr. Pierre Guerreschi et Philippe Marchetti (photo). La patiente, atteinte d'un cancer du sein, est âgée de 62 ans et a bénéficié d'une reconstruction mammaire, juste après une mastectomie. « Deux mois plus tard, la cicatrisation est complète et la patiente est en très bonne santé », indique Lattice Medical,

située sur le parc Eurasanté à Loos. La société, créée en 2017, a prévu d'inclure une cinquantaine de patientes dans son étude clinique. D'une durée de trois ans, celle-ci se déroulera au sein de huit centres situés en France, en Géorgie et en Espagne. L'objectif est de démontrer la sécurité et l'efficacité clinique de la chambre d'ingénierie tissulaire MATTISSE (TEC). Avant d'entamer des essais plus larges en Europe. « Les patientes seront suivies régulièrement pendant 12 ou 24 mois, souligne l'entreprise d'une vingtaine de salariés. Les critères esthétiques du sein reconstruit, la qualité de vie et la satisfaction des patientes seront évalués. »

A terme, les résultats des essais de Lattice Médical lui permettront de finaliser le dossier technique réglementaire en vue d'une demande de marquage CE, en vue d'un début de commercialisation en 2025.



CHRISTIAN POIRET

PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD

“C’EST UNE CRISE
EXISTENTIELLE
GLOBALE”

RECUEILLI PAR Olivier Ducuing

Le conseil départemental du Nord est l'une des plus grosses collectivités françaises, avec ses 2,7 millions d'habitants et son budget colossal de 3,7 Mds €. Celui qui avait incarné le redressement des comptes lors du dernier mandat, comme vice-président aux finances de Jean-René Lecerf, est aux manettes depuis juillet 2021. L'homme parle cash, dans les deux sens du terme, et évoque pour Eco121 les enjeux d'une rentrée aux enjeux financiers considérables.

Comment êtes-vous impacté par la crise énergétique et l'inflation en cette rentrée ?

C'est énorme. C'est LA préoccupation de rentrée. L'inflation, d'abord, ne sera pas compensée par les dotations de l'Etat. Nous la prenons pleine face. Elle ne sera pas indexée, ce qui change complètement la donne. Notre fraction de TVA devrait évoluer un peu, mais le foncier bâti ne sera pas indexé. Il a été supprimé pour les départements et transféré aux communes pour remplacer la taxe d'habitation. Nous n'avons plus de foncier bâti et donc plus de levier fiscal. Auparavant, j'avais une évolution des bases définie par l'Etat à hauteur de l'inflation, sans besoin d'augmenter les taux. Aujourd'hui je n'ai plus cette évolution des bases. Ce n'est pas neutre en période d'inflation.

A quel niveau global évaluez-vous son impact ?

Sur 3,7 milliards d'euros de budget, cela promet d'être colossal, surtout si l'inflation se situe entre 8 et 10%. Vous avez des évolutions législatives telles que la revalorisation du point de l'indice des fonctionnaires, soit 3,5% (depuis le 1er juillet). Cela représente 13,5 M€.

L'évolution du RSA (revenu de solidarité active) est de 4%. Pour nous, en année pleine, ce sont 25 M€. Le seul problème est que l'Etat a fixé une enveloppe nationale pour tous les départements à 120 M€, pour six mois. Et le département du Nord n'aura pas les 12 M€ qu'il devrait avoir par rapport à son poids, ce sera plutôt autour de 7 M€. Le delta, c'est le département du Nord qui le paiera. Autre exemple, les services d'aide à domicile. L'Etat revalorise les salaires avec un « avenant 43 », qui va nous coûter 10 M€, qu'il complète d'un même montant. Ou encore l'augmentation du Smic qui représente pour le Département, dans le secteur de l'enfance, 6,8 M€ en année pleine. Le total des coûts de reste à charge pour le Département de ce qui a été décidé par l'Etat pour 2022, ce sont 62 M€. Et pour 2023, ce seront 102 M€.

C'est quasiment le prix d'un Louvre-Lens...

Et ce montant ne comprend pas tout ! Nous avons aussi le fonctionnement pur de la collectivité. Le coût de l'énergie m'interpelle le plus. En 2020, cela représentait 13 M€ pour les flux électricité, gaz naturel, chauffage urbain. Pour 2022, c'est 21,7 M€ mais pour 2023, on parle de 45,5 M€ !

Le Département a-t-il les capacités d'encaisser ce choc ? Si on extrapole à l'ensemble des départements, cela ressemble à une menace existentielle...

Un choc comme ça il y a quelques années et le Département était mort ! Oui, c'est une crise existentielle globale. Les Régions sont dans la même situation, les Communes aussi. Peu de monde se rend compte de la crise dans laquelle nous rentrons, qui va plus perturber les

Bio Express

65 ans

Maire de Lauwin-Planque de 1995 à février 2022

Président de Douaisis Agglo depuis 2009

Premier vice-président aux finances du conseil départemental du Nord de 1995 à 2021

Elu président du conseil départemental du Nord depuis juillet 2021

Membre de la commission des finances de l'Association des Départements de France

Français que la crise de la Covid. On est en négociations avec l'Association des Départements de France pour faire un pacte avec les collectivités et permettre d'équilibrer nos budgets.

Vous allez prendre des dispositions pour réduire la facture énergétique ?

On ne va pas fermer des musées ! Aujourd'hui, je n'en suis pas là dans mon raisonnement. On regarde comment équilibrer le budget avec toutes ces obligations. La situation est vraiment très délicate. On va continuer à faire attention. Je souhaite que dans les collèges, tout comme dans les bâtiments du Département, on ne baisse pas la température, mais qu'on ne se retrouve pas non plus à 22 ou 23 degrés. Il faut être dans le supportable.

Vos capacités d'investissement sont-elles atteintes ?

On sera obligés de revoir notre copie sur les investissements. Ils vont évoluer aussi du montant de l'inflation et du fait que les matériaux sont rares, et par l'évolution du Smic et des points d'indice. J'attends de voir comment se passent les négociations avec l'Etat. Nous avions doublé les investissements depuis 2015 : nous étions à 185 M€, en 2022, on devrait être aux alentours de 340 M€. Le souhait est de rester à ce niveau. Comment avec les coûts supplémentaires ? Par de l'optimisation en interne. On travaille sur la projection financière à 2025, pour voir les atterrissages. Tout dépendra de la guerre, mais aussi de l'Etat : viendra-t-il nous aider dans notre démarche ? J'ai besoin de lui, c'est très clair. Dans un moment comme la Covid, on est allé dans le quoi qu'il en coûte. Aujourd'hui, que fait-on si les gens ne peuvent pas



sortir, aller à la piscine, si les entreprises ne peuvent plus investir voire sont obligées de fermer ? Quand il a fallu fermer les entreprises avec la Covid, elles ont eu des compensations. Demain, si elles doivent s'arrêter pour des raisons de coût énergétique, auront-elles des compensations, je pose la question.

On a le sentiment que les vacances ont un peu anesthésié l'opinion et que le réveil est extrêmement brutal...

Pas complètement brutal : on savait que le problème énergétique serait difficile, mais pas à cette hauteur là, c'est vrai. Pour l'inflation, tout dépendait si l'Etat était à nos côtés ou pas. Car

**“CE SONT PLUS
LES ANNÉES 2024
ET 2025 QUI VONT
POSER PROBLÈME”**

cela change tout : quand je lance un investissement à 20 M€, qui finit à 25 M€, comment faire ?

Cet effet de ciseau va-t-il faire pousser le Département à renforcer la fiscalité et à creuser à nouveau sa dette ?

Pour la fiscalité, c'est non, on ne peut pas. On n'a plus le levier fiscal. Il reste les DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux), mais même s'ils évoluaient de 5%, sur un montant de 400 M€, c'est 20 M€, ça paye tout juste l'énergie ! Ca ne changerait pas la donne. Donc on doit gérer, on doit piloter le département.

CHRISTIAN POIRET

Concernant notre dette, elle est devenue saine. En 2015, il fallait 13 ans pour désendetter le département. En 2022, on devrait être à 3,83 années, avec un encours de 1,175 Md€ contre 1,45 à l'époque. On a nettement amélioré. Demain, si on veut soutenir l'investissement, il faudra un peu aller à l'emprunt -je dis bien un peu-, mais ce ne sera pas la fuite en avant. Je n'en veux pas comme variable d'ajustement unique. Il faut continuer à maîtriser le fonctionnement malgré tous les aléas pour avoir de l'épargne et donc des capacités d'investissement.

Vous aviez déjà passé les dépenses du Département à la paille de fer pour le sortir de l'ornière. Avez-vous encore des marges ?

On avait réussi à remettre les comptes dans le bon ordre. Aujourd'hui on serait capable de passer 2022 et finir 2023 tout juste. Ce sont plus les années 2024 et 2025 qui vont poser problème.

La situation est difficile, on ne désarme pas, on ne se laisse pas abattre. On va piloter ce département pour passer cette crise qui ne peut pas durer indéfiniment. Je crée un service contrôle de gestion-optimisation. J'ai recruté pour cela une directrice générale adjointe à la directrice des finances, qui crée un véritable service d'une vingtaine de personnes, qui vont travailler sur des missions et des dossiers bien définis. A commencer par les consommations énergétiques dans chaque établissement pour avoir un reporting complet dans ce domaine, pour pouvoir alerter et modifier les choses. C'est un exemple parmi tant d'autres.

Certains départements n'arriveront pas à passer l'obstacle...

Je pense que non. Mais nous sommes un département hors norme. On doit continuer. On est reconnu pour ce qu'on fait. Il ne faut pas faire de catastrophisme, la crise existe, mais elle ne va pas durer. Le prix du gaz, ce sont des cours. Comme le baril de pétrole, ça va redescendre.

Si nombre d'entreprises se font piéger par la crise énergétique, les courbes du chômage vont remonter. Et c'est vous qui financez ...

Nous sommes dans une logique où on baisse encore le nombre d'allocataires du RSA. Je ne souhaite pas que le ministre Combe (*ministre des solidarités, ndr*) décide que toute personne qui peut avoir le RSA le touche automatiquement. Ce serait une catastrophe si on devenait distributeur automatique de billets. Ce ne serait pas raisonnable et on ne s'en sortirait pas. L'Etat au-

jourd'hui, suite à la crise de la Covid, avec le quoi qu'il en coûte, doit faire des économies, pour être dans les ratios européens. Il ne peut donc pas être à nos côtés pour l'instant dans cette deuxième crise qui s'empile à la hauteur où on pourrait l'espérer. On va devoir assumer. On ne baisse pas les bras.

Quel est le nombre d'allocataires du RSA à date ?

On est à 91 150. Nous avons réduit ce nombre de 8 500 en un an. C'est la priorité. C'est le meilleur résultat depuis des années. On ne lâche rien. C'est surtout du retour à l'emploi, c'est le fruit du travail réalisé avec Doriane Bécue avec les Maisons départementales de l'insertion et de l'emploi. J'ai créé ensuite les MDIE jeunes pour les 25-35 ans. Nous avons 40 000 allocataires dans cette tranche d'âge, on ne va pas les garder jusqu'à 60 ans !

L'idée de conditionner le versement du RSA à une activité vous séduit-elle ?

Oui, j'ai écrit au Président de la République, je souhaite que le département du Nord soit un territoire d'expérimentation, avec 15 ou 20 heures d'activités. Redonner la dignité aux habitants par l'emploi, c'est notre ADN. Pour le RSA, on maîtrise, on travaille, on y met les moyens. Par exemple, nous avons pris la décision de créer 3 400 contrats initiative emploi. Je ne sais pas si nous pourrions continuer. Ils coûtent 10 M€ au Département, c'est très volontariste. Les gens sont pris sur une durée de 9 mois, ça leur permet de sortir du RSA.

Le Département n'a plus la compétence économique mais il continue à intervenir en accompagnement sur les sujets structurants. Pourrez-vous continuer ?

Oui nous sommes ainsi le quatrième financeur du canal Seine Nord, avec 217 M€. On ne réduira pas notre engagement. Sur l'aide aux communes et aux intercommunalités, nous l'ajusterons. En 2022, nous avons délibéré 54 M€, c'est important pour elles. Mais elles-mêmes vont rencontrer des difficultés pour mener à bien leurs projets, qui seront surenchéris. On peut supposer qu'il y aura moins de projets dans les prochaines années. Le Département peut aussi mettre moins d'argent.

Et pour les grands projets, comme les gigafactories ?

Nous sommes partie prenante. Le Département est surtout là pour aider les investisseurs dans leurs recrutements. Nous avons un vivier d'allocataires du RSA, nous travaillons avec la Région pour les former et leur permettre de revenir à l'emploi. Envision (*la méga usine de batteries qui s'implantera à Douai, ndr*), ce sont 50 cadres de haut niveau, une centaine de techniciens supérieurs et des centaines d'opérateurs. On doit travailler pour les détecter. Si demain des infrastructures sont nécessaires pour le développement économique et l'emploi, le Département sera partenaire avec la collectivité, on l'a toujours été, on le sera toujours.

“ON SERA OBLIGÉ
DE REVOIR NOTRE COPIE
SUR LES
INVESTISSEMENTS”



Notre terre est notre avenir.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



PÔLE AGRI

Il y a d'abord la terre, celle des semences, celle que l'on cultive, celle de l'élevage. Cette terre brune qui nous nourrit, comme elle nourrit ceux qui en vivent. Et puis il y a la terre, notre planète, essentielle et fragile. La transition écologique nous rappelle, chaque jour, que ces deux terres ne font qu'une.

Gildas Le Bihan Directeur du pôle Agri - 06 98 74 16 56* - gildas.le-bihan@hdf.caisse-epargne.fr**

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L312-81 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directeurs et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 Euros - Siège social 126 Place de Flandres 59177 Lille - 031 000 602 RCS Lille Métropole - Crédit Photo : gilly images - Septembre 2022. *Coût selon votre opérateur. **Coût de commission selon votre fournisseur d'accès.

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



CRISE ÉNERGÉTIQUE

**QUELLES SOLUTIONS
POUR UNE ÉCONOMIE
SOUS HAUTE TENSION ?**

TEXTES Olivier Ducuing



Si la hausse spectaculaire des prix de l'énergie tétanise nos grands acteurs économiques, c'est bien tout le tissu productif qui est touché. Comment la région encaisse-t-elle ce choc ? Quelles solutions envisager ? Focus sur une crise hors norme.

« **E**n France, on n'a pas de pétrole mais on a des idées », disait-on lors de la première crise pétrolière en 1974. Des idées, il va en falloir beaucoup pour sortir de la quadrature du cercle de la nouvelle crise énergétique. Une crise polymorphe, exogène en partie avec l'invasion de l'Ukraine et l'arrêt des livraisons de gaz russe, mais interne aussi avec le grand affaiblissement de la filière nucléaire française, et qui s'ajoute aux pénuries et à l'inflation qui avaient déjà débuté avant la guerre. Les prix s'affolent et les craintes de manque de ressource aussi, surtout si la météo se fait rude : du fait de la sécheresse estivale, les capacités d'hydroélectricité sont plus faibles qu'à la normale, et les « *moyens pilotables* » permettant d'ajuster l'intermittence des énergies renouvelables font grise mine.

Les entreprises et les collectivités aussi. Pour les Français, l'Etat a encore sorti le chèque et le bouclier énergétique, pour limiter la surchauffe... du porte-monnaie. Au Royaume-Uni, l'Etat déploie également un bouclier pour les entreprises. En France l'Etat avait élargi en début d'année l'accès à l'électricité nucléaire historique (ARENH) qu'EDF met à disposition à prix très bas entraînant d'énormes effets d'aubaine chez ses concurrents. Une aide urgence gaz et électricité a aussi été mise en place par l'Etat, mais le dispositif, qualifié d'usine à gaz par le patron du Medef Geoffroy Roux de Bézieux, n'a pu financer jusqu'à présent que 50 M€ sur une enveloppe de 3 milliards d'euros.

Si les prix du pétrole s'assagissent, ce n'est pas encore le cas du gaz et de l'électricité. Avec une connexion des prix de l'électricité à ceux du gaz devenue un véritable piège : le prix de marché retenu est celui du dernier kilowatt produit. Résultat : des hausses totalement insupportables pour les entreprises les plus énergivores, qui doivent réduire fortement la production à défaut de pouvoir stopper complètement (sauf à en-



Ci-dessus la fin du chantier de RTE pour la nouvelle ligne électrique Avelin-Gavrelle (Arras-Lille), inaugurée le 30 juin dernier.

De nombreux acteurs n'ont pas attendu la crise actuelle pour chercher des solutions alternatives. Géothermie, gaz de mine, calories des eaux usées, biomasse ou bien sûr photovoltaïque, **focus sur 5 initiatives originales**



UN GISEMENT DE CALORIES CONSIDÉRABLE

« **T**ous les jours en France, ce sont 600 piscines olympiques d'eau chaude qui sont consommées en France ». Jean Sobocinski, dirigeant de Evolsys, à Bois Grenier, transforme ces eaux usées perdues chaque jour en calories récupérables. Une technologie plutôt récente et encore peu développée alors que le gisement est très important. Dans les logements, où l'eau de douche s'écoule en moyenne à 35°, un échangeur va pouvoir récupérer entre un tiers et trois quarts de cette chaleur. Le système est pour l'heure surtout installé sur des logements neufs. Mais il a vocation à équiper des gymnases, des piscines, des campings, mais aussi des industries. Jean Sobocinski vient de créer une filiale *ad hoc*, Green Heat, à partir de la même technique, mais sur un modèle d'économie de fonctionnalité.

La société implante à sa charge un équipement dans l'entreprise pour récupérer cette énergie et va la revendre à l'entreprise sur un contrat de plusieurs années, avec un tarif stable et attractif. « *Pour une piscine moyenne, on va récupérer 120 MW/an, et réduire de 40% le besoin en énergie fossile* », indique le dirigeant qui vise en particulier les parcs aquatiques. Une première installation dans une laverie de camions est en service depuis 2019 à Saint-Pol-sur-Mer avec 200 MW/h récupérés, mais GreenHeat entend passer la surmultipliée en 2023 pour toucher le secteur industriel où le potentiel en énergie de récupération est souvent élevé. « *C'est un enjeu de volume. Il n'est pas rare dans une Pme de pouvoir récupérer 200 ou 300 MW/h par an* », indique le dirigeant ■

POSONS ENSEMBLE LA PREMIÈRE BRIQUE



Flashez moi

Nous sommes une banque mutualiste de proximité, fière de nos origines bretonnes et engagée au service de la vitalité des territoires. Nous sommes présents partout en France.

Dans les Hauts-de-France, nos équipes accompagnent les dirigeants d'entreprises, les acteurs publics et institutionnels locaux et les professionnels de l'immobilier avec une gamme complète de services financiers.

Ensemble, construisons une relation durable en trouvant les solutions pour faire naître et grandir vos projets. Et s'ils ont un impact environnemental et sociétal positif, alors nous sommes vraiment faits pour nous entendre.



dommager gravement les fours). Aluminium Dunkerque, le plus gros consommateur d'électricité en France, LME à Trith-Saint-Léger, la verrerie Arc, Nyrstar à Aubry, Arcelor Dunkerque, parmi bien d'autres, ont sorti leur voile tempête : arrêt ou grand ralenti, chômage partiel, avancement de programmes de maintenance, plans de formation... L'heure est au sauvetage de l'essentiel, en attendant meilleure fortune. Les collectivités, qui détiennent d'immenses patrimoines bâtis, sont aussi en première ligne. Les départements, donc celui du Nord (lire l'interview de son président Christian Poiret en p 14), voient leur facture exploser. Le conseil régional, qui dépensait 42 M€ sur son poste énergie pour les lycées en 2021, s'attend à déboursier... 147 M€ l'an prochain !

DES BOULANGERIES DE QUARTIER À NAUSICAÀ

Mais au-delà des très gros consommateurs, c'est toute l'économie qui trinque. Depuis les boulangeries de quartier aux grands magasins ou aux pressings en passant

par les équipements touristiques comme Nausicaà, dont la facture s'est envolée de 190%, l'enjeu est de franchir cette très mauvaise passe. « *Il n'y a pas de miracle ! L'économie, c'est la transformation de l'énergie. S'il n'y a pas d'énergie, il n'y a pas d'économie* », décrypte Jean Gravelier, directeur de Pôlénergie, qui réunit une centaine de membres de la chaîne de valeur de l'énergie à l'échelle régionale. Or une énergie hors de prix, donc inutilisable, équivaut à une vraie panne de moteur.

L'énergie en tant que telle ne devrait pas faire défaut, assure Laurent Cantat-Lampin, délégué régional



"PAS DE RISQUE DE BLACK OUT, MAIS UNE TENSION PRÉVISIBLE"

Laurent Cantat-Lampin, RTE

de RTE. « *Il n'y a pas de risque de black out, mais une tension prévisible en approvisionnement énergétique en gaz et en électricité, avec un appel à la modération de la consommation sur une dizaine de jours*

Le nouveau siège de l'entreprise est couvert de 1450 m2 de panneaux photovoltaïques



2 BIOMASSE

DURIEZ AGENCEMENT SE CHAUFFE AVEC SES DÉCHETS BOIS

Duriez Agencement est une belle entreprise familiale spécialisée dans l'aménagement haut de gamme. Elle emploie une centaine de salariés et travaille à 80% en région parisienne. A l'étroit dans son ancien site d'Avelin, elle a déménagé à Templeuve dans un nouveau bâtiment que les dirigeants ont voulu exemplaire. Principale nouveauté : une chaudière biomasse qui consomme les 350 tonnes annuelles de déchets dont l'entreprise devait se débarrasser jusqu'alors en payant (45 K€/an). Pour un investissement de 1,1 M€, l'équipement chauffe désormais gratuitement les ateliers, au lieu d'un coût qui serait de 180 K€ par an au prix actuel de l'énergie. La société a aussi installé 1 450 m2 de panneaux photovoltaïques en toiture (coût 400 K€), pour être le plus autonome possible. Avec une bonne surprise cet été, le taux d'ensoleillement élevé ayant permis de couvrir 28% des besoins électriques. Et pour ne pas perdre le bénéfice du soleil du week-end, trois batteries de stockage (à l'eau de mer, non au lithium) complètent l'installation, qui permet aussi la recharge de véhicules électriques. Pour faire bonne mesure, Duriez Agencement a mis une couche de résine blanche sur son toit (« coolroof ») qui évite l'air conditionné l'été en réduisant jusqu'à 10° la température en cas de surchauffe, par l'effet « albedo ». Autant d'initiatives qui doivent avoir un retour sur investissement sur dix ans, estime Nathanaël Duriez, membre de la famille, qui souligne l'intérêt commercial de cet engagement RSE (qui a d'ailleurs valu un prix au Réseau Alliances). Mais « *sans subventions, on ne l'aurait pas fait* », ajoute-t-il, évoquant en outre leur poids sur la trésorerie « *car il faut tout avancer, parfois un an voire jusqu'à 18 mois* » ■

pour passer l'hiver sans coupure ». Les entreprises sont d'ailleurs appelées à la rescousse dans ces hypothèses pour s'effacer du réseau, contre rémunération.

« Il y a 3 500 personnes qui s'activent chaque jour dans la centrale de Gravelines, pour être en mesure de produire cet hiver. On pourrait même avoir une disponibilité historique très élevée sur la centrale », rassure de son côté Mathias Povse, directeur de l'action régionale d'EDF, pour qui « l'énergie ne doit pas être un enjeu de politique de court terme, il faut plutôt parler d'aménagement énergétique du territoire ».

La situation est suffisamment tendue pour que la CCI Hauts-de-France réactive sa « task force » collective, déjà utilisée face aux crises du Brexit, de la Covid et de la guerre. Elle a en outre décidé de lancer une nouvelle vague d'enquête de conjoncture spéciale Energie auprès de 3 000 entreprises, dont les résultats seront connus à la mi-octobre.

AUDITS ET DIAGNOSTICS ÉNERGÉTIQUES

Alors, que faire sinon le gros dos et attendre ? « On organise des rencontres avec les chefs d'entreprise et des énergéticiens pour voir quelles possibilités de renégociations de contrat existent et dans quelles conditions », indique David Brusselle, directeur général de

la CCI de Région. Des audits ou des diagnostics énergétiques sont proposés par la Chambre ou par l'Adème notamment, pour identifier des gisements d'économies ou des solutions alternatives. « Depuis la rentrée, on a un afflux de demandes. Nous sommes sollicités tous les jours en particulier par ceux dont les contrats énergie arrivent à échéance », confirme-t-on chez EDF, où on estime « qu'il y a de nombreux leviers, encore plus quand l'entreprise ne s'est jamais intéressée au sujet ».

Et les mesures de sobriété sont loin d'avoir un impact

anecdotique. Laurent Cantat-Lampin note ainsi qu'à l'échelle du pays, une baisse de chauffage d'un degré correspond à deux années de consommation de la MEL.

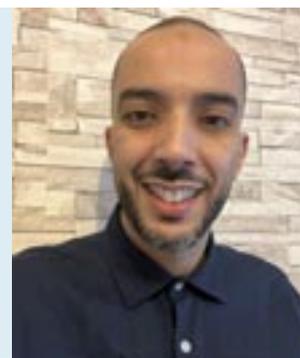
© Sirenergies

"IL Y A DE NOMBREUX LEVIERS, ENCORE PLUS QUAND L'ENTREPRISE NE S'EST JAMAIS INTERESSEE AU SUJET"

LA GRANDE DISTRIBUTION AUSSI

QUESTIONS À...

ADEL EL MOSATI,
RESPONSABLE TRANSITION ET EFFICIENCE
ÉNERGÉTIQUE D'AUCHAN RETAIL



Auchan Retail France œuvre à réduire sa consommation énergétique depuis plus de 10 ans. Comment ?

Le froid alimentaire, c'est 50% de notre consommation énergétique et la clim en magasin 25%, voire 50% dans les bureaux. C'est donc un sujet central. Cette dernière décennie, nous avons équipé 97% de notre parc national en LED. Les 100% seront atteints fin 2022. Nous avons également remplacé les fluides frigorigènes toxiques par du fluide dit « vert » nous permettant de réaliser jusqu'à 35% d'économie sur la facture. Depuis 3 ans, nous déployons le pilotage intelligent du système d'éclairage de nos magasins, qui s'adapte selon le flux de clients. 15 magasins en sont équipés aujourd'hui. Nous prévoyons de faire de même pour la climatisation demain. Pour à terme avoir des magasins intelligents.

"ON PEUT ALLER CHERCHER 30 À 35% D'ÉCONOMIE SUPPLÉMENTAIRE DANS LES 3 ANS"

Vous avez été précurseur sur certains sujets...

Sur les éclairages LED et les fluides frigorigènes verts, oui. Nous avons été la première enseigne à franchir le pas. L'ambition est, d'ici 2030, d'afficher une consommation

énergétique constituée à 100% d'énergie renouvelable et d'atteindre une réduction de 40% de l'intensité électrique par rapport à 2014. Nous avons un budget de plus de 100 M€ par an consacré à l'énergie et à la diminution de notre consommation.

Qu'avez-vous prévu au-delà pour répondre à l'appel de sobriété énergétique du gouvernement ?

Nous toucherons un peu plus au confort des collaborateurs et des clients pour contrer la hausse des coûts de l'énergie et éviter le black out. Nous avons validé en interne un plan sobriété appelé « Programme efficacité 2030 ». Demain, on poursuivra bien sûr nos investissements, on diminuera encore plus la luminosité en magasin, la température de 20 à 19°C... En parallèle, nous continuerons à déployer notre parc photovoltaïque sur les toitures des magasins et ombrières de parking. 50 sites seront finalisés en 2023, contre 15 aujourd'hui. Je pense qu'on peut aller chercher 30 à 35% d'économie supplémentaire sur les 3 ans à venir ■ Recueilli par J.K.

25% D'AUTO-CONSOMMATION POUR LE GROUPE ANTOINE



PHOTOVOLTAÏQUE MOBILE

Dans son budget prévisionnel 2022, le groupe Antoine, transporteur frigorifique de marchandises, prévoyait un coût de l'électricité multiplié par 3,5 sur un an. Pour y faire face, il vient de doter ses sites d'Athies, près d'Arnas, et d'Ecouflant en Maine-et-Loire, de panneaux photovoltaïques modulaires et mobiles. Conçue en France par Phenae Solutions, cette solution doit lui assurer 25% d'auto-consommation électrique à Athies et 27% à Ecouflant. Intérêt : ces installations ne nécessitent pas de permis de construire. Phenae Solutions promet un délai de 2 mois entre la commande et l'installation.

Le passage à l'éclairage LED donne aussi des résultats. Or 70 à 80% des entreprises n'ont pas encore franchi le pas. « Il y a là un champ de gain de consommation assez important, avec un retour d'investissement relativement court », insiste-t-il.

De fait, la rentabilité des installations d'énergie renouvelable, de récupération de chaleur ou autres géothermie s'améliore fortement du fait du prix de l'énergie. Chez l'hébergeur de serveurs CIV, on se félicite d'avoir été pionniers pour optimiser le poste énergie. Exemple : la réutilisation de l'énergie fatale du datacenter de Sainghin-en-Mélantois pour le chauffage, ou le raccordement de celui d'Anzin à la boucle de chaleur du Valenciennois. Plus récemment, CIV s'est doté de panneaux photovoltaïques qui produisent déjà 20% de sa consommation électrique. Au point que Jérémy Cousin, le Dg, imagine décupler les installations sur les toitures des voisins. De nombreuses entreprises ou organismes déploient ou proposent au demeurant des solutions originales et efficaces, que nous montrons en exemple ci-contre.

TRÉSORERIES TENDUES

Mais les entreprises n'ont pas toutes les ressources de rebondir, surtout en pleine période de tension. « Aujourd'hui, il y a une réflexion en profondeur à mener, admet Olivier Durteste, directeur général de l'UIMM Udïmetal sur le territoire de Lille. On nous demande d'investir dans des outils qui consomment moins. Mais je dis attention, nous avons des entreprises dont les trésoreries sont tendues, avec un niveau de dette assez élevé, notamment avec les PGE. Ce n'est pas évident d'investir quand on n'a pas de vision moyen long terme, et que les taux bancaires remontent... »

Le président du tribunal de commerce de Lille Métropole Eric Feldmann partage cette vigilance, spécialement pour les sous-traitants des grands donneurs d'ordre énergivore. « Mais on peut légitimement espérer que cette crise de l'énergie ne dure pas éternellement », lance-t-il ■



5 GÉOTHERMIE

IMT NORD EUROPE PUISE SES CALORIES SOUS TERRE

Pas besoin d'être en Islande ni d'avoir de l'eau bouillante pour recourir à la géothermie. Le nouvel hôpital de Lens, le centre aquatique de Saint-Amand-les-Eaux utilisent déjà les calories contenues dans l'eau souterraine de la nappe phréatique pour couvrir leurs besoins de chauffage. C'est avec une eau entre 12 et 14 degrés seulement que l'école d'ingénieurs IMT Nord Europe chauffe son campus de Douai (11 000 m²) depuis exactement un an. Après une étude préalable, un forage test à 70 mètres de profondeur, la faisabilité a été validée et l'école a pu réaliser au final quatre forages, couplés à des pompes à chaleur, avec un coefficient de performance énergétique de 4 : pour un Kw/h injecté, le dispositif en produit 4. Aidé par l'Adème et la Région, le projet d'IMT Nord Europe a profité aussi du plan France Relance, qui a permis d'accélérer le projet de trois ans, raconte Grégory Brassart, secrétaire général de l'école. Un projet qui permet d'économiser 100 000 litres de fuel par an, et qui, pour être plus pertinent, s'est accompagné d'un chantier d'isolation des bâtiments, construits dans les années 70. Devant l'efficacité du système, l'école réfléchit aujourd'hui à le dupliquer dans son centre de recherche, à 2 kilomètres de là, qui représente cette fois 20 000 m² bâtis. A suivre, donc ■



LE SCANDALE DU GRISOU INEXPLOITÉ

Malgré l'urgence de la crise, Gazonor n'obtient pas ses autorisations d'exploiter de nouveaux sites de gaz de mine. Un comble pour cette énergie locale 100% déconnectée des cours mondiaux.

De plus de 200 ans d'exploitation minière, il nous reste encore quelques milliers de kilomètres de galeries souterraines... et des milliards de mètres cubes de grisou, ce gaz de sinistre mémoire quand il explosait, emportant la vie de nombreuses gueules noires. Mais un gaz disponible immédiatement, que la Française de l'Énergie évalue à 200 milliards de mètres cubes sur l'Hexagone (Lorraine et Nord-Pas-de-Calais), à comparer à une consommation française annuelle de 40 milliards de mètres cubes. Cette Pme spécialisée dans l'énergie exploite cinq puits de décompression à Divion, Avion et Lourches, via sa filiale Gazonor (dans laquelle est entré le fonds Rev3 Capital). Ce gaz est notamment utilisé par l'agglomération de Béthune pour son réseau de chaleur qui alimente pas moins de 6 900 logements et une cinquantaine de bâtiments publics, sans se préoccuper des cours mondiaux.

Gazonor serait capable « en quelques mois » de démarrer sept nouveaux sites,

pour lesquels les demandes ont été présentées à l'administration dès mars 2021. « Nous produisons déjà 50 millions de mètres cubes de méthane par an, nous pourrions multiplier entre 2,5 et 3 », indique Julien Moulin, président de Gazonor, qui déplore une absence de réponse des pouvoirs publics. « On a déjà préparé les commandes d'équipements, il n'y a plus que les raccordements à mettre en place ! » L'investissement est chiffré à 32 M€. En Lorraine, son groupe pourrait faire encore mieux, avec un potentiel de production jusqu'à 2 milliards de mètres cubes par an, soit 5% de la consommation française, cette fois à partir du minerai. Là encore, l'industriel attend une autorisation de concession demandée il y a... trois ans. Outre la souveraineté énergétique, avec une énergie considérée comme verte par la taxonomie européenne, le fait d'exploiter le méthane permet d'éviter qu'il ne s'échappe naturellement dans l'atmosphère avec un effet de serre bien plus élevé que le CO₂ ■



Devenons l'énergie qui change tout.

DANS L'ENTREPRISE DE JÉRÉMY, MÊME LE PARKING AGIT POUR LE CLIMAT.

En passant à la mobilité électrique, toutes les entreprises peuvent agir pour le climat.



L'énergie est notre avenir, économisons-la!

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

INTELE 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **64,90€**
- 2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Écopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

_____ CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____

éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉD
500 RUE DE LILLE
59620 MARQUETTE-LEZ-LILLE



VEOLIA INVESTIT POUR AMÉLIORER LA VALORISATION DES DÉCHETS D'AMIENS

« Un projet pilote pour Veolia France et un changement de dimension pour la Secode, afin de faire du déchet une ressource d'avenir ». C'est en ces termes qu'Anne Le Guennec, directrice générale de l'activité recyclage de Veolia France a présenté, début septembre, le projet que le spécialiste des déchets a imaginé pour son site de Sains-en-Amiénois, à 6 km au sud d'Amiens. Géré depuis 1974 par l'une de ses filiales, la Secode, il doit mobiliser 50 M€ sur cinq ans pour le transformer en un « pôle de valorisation multi-filières », baptisé Valopôle. Concrètement, l'objectif est de réduire drastiquement les déchets stockés, en valorisant quelque 50 000 tonnes supplémentaires chaque année. Comment ? En mettant en place des systèmes de tri de pointe permettant, par exemple, de recycler aussi bien les capsules de café en aluminium que les boîtes de conserve pleines et les palettes. Surtout, avec ses nouveaux process, Veolia entend tripler la production d'éco-matières, de fertilisants utilisables dans l'agriculture par exemple, comme d'énergie verte. D'ici 2026 l'activité de méthanisation

SAINS-EN-AMIÉNOIS. Un programme de 50 M€ en 5 ans va transformer le site Secode en un pôle à la pointe de la gestion des déchets et de la production d'énergie verte.

devrait monter en puissance, générant la création de quarante à cinquante emplois directs. « Il s'agira de salariés en insertion de l'association Les Astelles, qui occuperont des postes sur le pôle biodéchets et de tri des déchets valorisables », annonce Emmanuel Ketels, le directeur du site.

ENERGIE VERTE

Actuellement, la Secode, qui emploie 35 personnes, produit déjà quelque 7,5 millions de m³ de biogaz, soit une puissance de 11 GWh/an, l'équivalent de la consommation de 4 500 foyers. « Le site est le premier producteur d'énergie verte à partir du biogaz de Picardie », soulignent les responsables de

Veolia. Sur place, l'entreprise fabrique également 15 000 tonnes de fertilisant et recycle autant de bois destiné aux chaufferies ou à l'industrie des panneaux composites. Pour mémoire, le site avait été créé en 1972 par un agriculteur local, dans le but d'enfouir les déchets d'Amiens. Depuis, la ville reste l'un de ses principaux partenaires. Sauf que l'agglomération a grandi et que la Secode a élargi son périmètre de collecte. Désormais, ce sont 200 000 tonnes de déchets divers qui sont acheminées chaque année sur le gigantesque site (55 hectares), issues des poubelles de 700 000 habitants de l'agglomération et des zones limitrophes.

Dans l'Amiénois, où le groupe possède huit sites, Veolia emploie 300 personnes. Soit un peu moins de 20% de ses effectifs des Hauts-de-France (1 900 salariés). A l'échelle régionale, le groupe collecte les déchets de près de 900 communes et de 5 000 entreprises, dont Nespresso ou DS Smith Packaging. Au total, il y réalise 300 M€ de chiffre d'affaires en moyenne chaque année ■

Guillaume Roussange

SEINE NORD EUROPE : LE DÉFI DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Il y a la métaphore mécanique de Xavier Bertrand, « *la marche arrière est cassée* ». Et la citation plus littéraire de Stéphane Demilly, « *A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire* », tirée du Cid. Deux styles, mais une satisfaction commune de voir le « *chantier du siècle* », celui du canal Seine Nord, enfin lancé après trois décennies de travaux d'études, de contre-études, d'analyses complémentaires, de revirements, de re-définition du tracé... Et toujours au milieu, ce fichu rocher du financement sur lequel le projet à plus de 5 Mds € a bien failli s'écraser à plusieurs reprises. « *Cette fois, ça y est* », convenaient lors d'une réunion publique organisée à Amiens, à la mi-septembre, les élus de la région et les

OISE. Les premiers coups de pioche du canal Seine Nord ont été donnés. Elus et techniciens tentent d'optimiser les retombées sur le territoire de ce projet XXL à 5 Mds €.

techniciens de la société du canal, maître d'ouvrage.

Dans l'Oise, les travaux ont en effet commencé, entre Compiègne et Passel. Un marché à plus de 50 M€ – le premier d'une longue série - a été passé avec un groupement de neuf entreprises, dont deux locales. Un détail qui a son importance, une clause « de proximité » ayant été prévue dans les appels d'offres pour maximiser son impact sur le territoire. Au

total, 62 franchissements routiers, sept écluses, quatre ports intérieurs, dix quais, trois ponts-canaux... sont à construire d'ici sept ans. Ce qui devrait générer quelque 6 000 emplois au bas mot. « *Il est regrettable que toutes les entreprises, notamment dans l'Oise, n'aient pas encore compris le potentiel de ce chantier* », regrettait toutefois Philippe Hourdain, président de la CCI des Hauts-de-France. La société du canal n'a pourtant pas ménagé ses efforts à raison d'une réunion d'information par jour, en moyenne, depuis le lancement du projet. Leur objectif ? Informer bien sûr, mais aussi rassurer les riverains des 62 communes traversées, en particulier les exploitants agricoles, inquiets de l'emprise de la voie d'eau – large de 54 mètres – sur les terres agricoles.

LOGISTIQUE FLUVIALE

Reste également la question de l'après mise en service. Des milliers d'emplois sont promis, notamment dans la logistique fluviale. Problème, là encore : la filière est à reconstruire. « *N'oublions pas que les péniches sont fabriquées dans le nord de l'Europe, voire en Asie. Et que le métier de marinier peine à recruter* », estimait ainsi Jean-François Dalaise, président d'honneur du comité des armateurs fluviaux, tempérant un peu l'enthousiasme général de la réunion publique. Sans oublier bien sûr la question de la motorisation des péniches géantes, 185 mètres de long, 11 de large, capables de transporter 4 400 tonnes, sur laquelle il faudra également travailler afin de faire réellement de Seine Nord Europe le projet « vert » que ses promoteurs ambitionnent ■

Guillaume Roussange





Jean-Luc Barthet, président de Midi2i et Hélène Madar, directrice générale de la BPN

LA BANQUE POPULAIRE DU NORD SE DOTE D'UNE FONCIÈRE

Pour la première fois de son histoire, la BPN met en place une foncière. « Foncière Banque Populaire du Nord », dotée d'une capacité de plus de 65 M€, est détenue intégralement par la BPN. La structuration de ce fonds a été opérée par Midi2i, membre du groupe BPCE, spécialisé dans l'immobilier des régions, et qui gère près d'un demi million de mètres carrés via 15 foncières. La banque affiche la volonté d'investir majoritairement dans des actifs des Hauts-de-France, tout particulièrement en privilégiant des actifs labellisés ou certifiés.

VERS UN GAZODUC D'HYDROGÈNE À DUNKERQUE ?

GRTGaz lance à Dunkerque un appel au marché pour tester l'intérêt des acteurs locaux à la réalisation d'une infrastructure de transport d'hydrogène par canalisation, sur la zone industrialo-portuaire. Cette consultation des industriels, développeurs de projets, acteurs de la mobilité, s'inscrit dans la suite de la première consultation nationale du marché hydrogène bas carbone et renouvelable. Plusieurs territoires français ont été identifiés, dont Dunkerque et Valenciennes pour la région, Fos-Marseille, la vallée du Rhin ou encore la Moselle par ailleurs. « L'agglomération dunkerquoise est particulièrement adaptée à la production massive d'hydrogène dans les années à venir », souligne GRTGaz, qui pourrait ensuite programmer une phase d'investissement à travers l'enceinte portuaire mais qui pourrait aussi se prolonger ultérieurement vers l'hinterland voire la Belgique.



La filière endivière appelle à l'aide

L'endive du Nord traverse une mauvaise passe. Plusieurs entreprises pourraient même cesser leur activité, selon une lettre ouverte envoyée par Xavier Bertrand à la ministre de la transition énergétique Agnès Pannier-Runacher. Les professionnels encaissent des hausses de coût énergétique considérables (jusqu'à + 800%) selon les moments de négociation de leurs contrats. Cette difficulté conjoncturelle s'ajoute à la chute des ventes depuis 2021, une récolte délicate suite à la sécheresse, les problèmes de recrutement, ou encore l'interdiction des emballages plastiques fin 2024 (sans substitut pour l'heure). Le président de Région appelle le gouvernement à réviser son dispositif aide-gaz-électricité pour l'adapter aux spécificités de cette filière.

TOYOTA VA RECRUTER 500 CDI

Alors que l'industrie automobile fait plutôt grise mine, la seule usine de Toyota en France poursuit sa croissance. Toyota Manufacturing Motors France (TMMF) affiche un carnet de commandes plein pour



les six prochains mois pour sa Yaris et sa Yaris Cross et annonce ainsi un programme de recrutement de 500 CDI d'ici à la fin 2024. De quoi porter à 5 000 les effectifs du site d'Onnaing, lancé en 2001. « Les atouts de nos deux modèles nous rendent optimistes pour les années à venir », indique Jim Crosbie, président de TMMF. Les recrutements se feront de façon privilégiée dans un

premier temps auprès des salariés en CDD et des intérimaires. Depuis sa mise en service, Toyota aura investi 1,5 milliard d'euros dans son usine nordiste.



LA BRASSERIE SAINT-GERMAIN RACHETÉE PAR NEWBEERS

La Page 24 devient vendéenne. La brasserie Saint-Germain, basée à Aix-Noulette, rejoint en effet le petit groupe brassicole vendéen Newbeers, qui prend la majorité du capital. La Brasserie Saint-Germain a produit 14 000 hl l'an dernier pour un chiffre d'affaires de 2,8 M€. Le groupe Newbeers a été constitué en 2020 par Laurent Boiteau, dirigeant de la brasserie vendéenne Mélusine, qui a repris la même année la brasserie Parisis en Seine-et-Marne. Le nouvel ensemble pèse 45 000 hl pour un chiffre d'affaires de 10,5 M€.



Castelain investit 3 M€

La brasserie familiale qui produit notamment la Ch'ti investit 3 M€ pour renforcer ses positions dans le secteur café-hôtel-restauration. Au menu notamment, 8 nouvelles cuves de 300 hl, et la modernisation du parc de fûts, qui passent en format « slim 20 litres » et 30 litres. La brasserie a aussi mis en place de nouvelles installations frigorifiques plus efficaces qui récupèrent la chaleur produite. De quoi améliorer encore ses performances : l'entreprise de Bénifontaine se targue d'un recul de 23% de sa consommation de gaz et de 27% de l'électricité entre 2015 et 2020. Castelain emploie 48 salariés, brasse 120 000 hl pour 22 M€ de ventes en 2021.

TAD CROSSIT AVEC KOLORIS

Le spécialiste de la sous-traitance et de la réalisation de produits finis en tôlerie fine TAD étend son périmètre en rachetant Koloris, société de revêtement par thermolaquage de métaux. Basée à Wattrelos, avec un atelier de 3 000 m², Koloris emploie 14 personnes pour 1,3 M€. *“L'un des deux cédants fondateurs reste dans l'entreprise jusqu'à sa retraite, prévue dans 4 ans, ou plus”*, indique Nicolas Duran. Ce dernier a repris les lesquinois TAD (10 personnes, 1,2 M€ de chiffre d'affaires) et Laser Performance (spécialisée dans le pliage et la découpe avec 11 personnes pour 3,3 M€ de chiffre d'affaires) à la barre du tribunal de commerce de Lille Métropole fin 2017.



AVEC CONNEXY, JAGUAR NETWORK SE RACCORDE EN RÉGION

Jaguar Network, filiale BtoB du groupe Iliad (Free), annonce le rachat du jeune câblo-opérateur lillois Connexy. Créé en 2019, ce dernier détient plus de 650 km de fibre optique dédiée couvrant 400 communes des Hauts-de-France. La société emploie 30 personnes pour près d'1 M€ de chiffre d'affaires. *“Connexy était arrivée à une période charnière. Jaguar Network nous offre l'opportunité d'un déploiement national et de mutualiser nos offres et services aux entreprises et collectivités de la région”*, indique le fondateur de Connexy Anthony Oger, désormais en charge du développement de l'offre en France.



LES BOULANGERIES LOUISE PASSENT CHEZ TERACTION

Laurent Menisseez vient de conclure une opération très stratégique dans l'univers de la boulangerie. Sa holding FLM cède à Teract les deux tiers du capital du réseau des boulangeries Louise, qu'il a créé en 2010. Introduit en bourse en août, Teract est issu du SPAC monté par Xaviel Niel, Moez-Alexandre Zouari et Matthieu Pigasse. Via InVivo Retail, il contrôle 1 600 magasins Gamm Vert, Jardiland, Delbard ou Frais d'ici, parmi d'autres. De quoi planifier un puissant programme d'implantation de boulangeries très vite. Laurent Menisseez, qui avait déjà repoussé plusieurs approches pour ses boulangeries, a vu cette fois tout l'intérêt d'un partenariat stratégique entre son réseau de 129 points de vente, en pleine croissance, et un nouvel acteur ambitieux aux gros moyens. « Notre matière première, c'est l'emplacement. Avec Gamm Vert et Jardiland notamment, il y a un

énorme potentiel de développement en emplacements prime », se réjouit le dirigeant de Maubeuge, qui table aussi sur



MAUBEUGE. Le réseau développé par Laurent Menisseez va profiter des emplacements hors pair d'InVivo, pour viser le 2e rang français.

la croissance organique et de petites acquisitions. De quoi viser la 2e place du secteur en France selon lui. L'opération ne concerne pas l'international, les boulangeries Louise ayant quelques points de vente en Belgique ou au Canada. Le réseau a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 88 M€ avec un effectif de 1 800 personnes. 120 des 129 boutiques sont exploitées en propre, les autres en franchise. Ce dernier volet sera sans doute fortement dopé dans la nouvelle configuration.

Laurent Menisseez va quant à lui se concentrer désormais sur son activité industrielle, qui connaît « une croissance à deux chiffres », sur un marché toujours très porteur, mais aussi sur ses diversifications et sur l'immobilier ■ **O.D.**

PORKETTO RENAÎT DE SES CENDRES

À l'automne 2020, l'usine de Feuchy de Porketto, leader français de la transformation de viande de porclet, partait entièrement en fumée. 293 jours : c'est le temps, très court, qu'il aura fallu au phénix pour retrouver un outil de production et un rythme normal d'activité. Porketto aura en effet investi 21 M€ sur le parc Artoipôle à Wancourt pour s'offrir une usine de 8 000 m². Celle-ci accueille le métier historique de l'entreprise fondée en 1974, mais aussi deux nouvelles activités : la première, celle de cuisson de ribs (porc, bœuf et agneau) et de steaks d'effilochés, commercialisés sous la marque Cooketto.

Les marchés ciblés portent sur des nationaux et mondiaux comme Flunch, Disney, Courte-paille ou encore des distributeurs tel Lidl, évoque Freddy Braure, dirigeant au côté de sa sœur Sandrine ; la seconde activité, baptisée

« FreshOpp », consiste en la préparation de paniers alimentaires « anti-gaspi ». Vendus une vingtaine d'euros, en points de collecte, ces box contiennent des produits frais invendus ; de la viande Porketto bien sûr, mais aussi du poisson et des produits laitiers d'acteurs régionaux et nationaux de l'agroalimentaire, partenaires du Nordiste. « C'est tout nouveau pour nous car on s'adresse directement aux particuliers. Qui réservent et paient leur box depuis une appli mobile. Le réseau se veut évidemment national à terme », détaille le dirigeant.

Ce dernier vise les 13 M€ de ventes cumulées avec sa cinquantaine de salariés (18 recrutements sont en cours) fin 2022. Avant d'espérer atteindre les 30 M€ de chiffre d'affaires dans les trois ans, équitablement répartis entre Porketto et Cooketto. Déjà présente dans

WANCOURT. Le spécialiste de la viande de porclet s'offre une nouvelle usine à 21 M€. L'occasion de se diversifier et accélérer, notamment à l'export.



plus de 30 pays, l'entreprise ambitionne la conquête de l'Amérique du Nord, de l'Australie et des dragons d'Asie ■ **J.K.**

» Harmonie Mutuelle, plus que jamais aux côtés des entreprises

Aujourd'hui plus que jamais, avec les impacts de la crise sanitaire, les entreprises jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les nouvelles fragilités dans les territoires et dans les parcours de travail et de vie. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle s'engage toujours plus fortement à leurs côtés, pour agir ensemble dans l'intérêt collectif et les accompagner dans la protection et le développement de leur potentiel humain.



« Cette année, Harmonie Mutuelle, première mutuelle de France, a choisi de devenir Entreprise Mutualiste à Mission, et de faire évoluer son organisation pour renforcer son ancrage territorial. Deux formidables opportunités d'accroître notre impact positif dans les Hauts-de-France, d'agir de concert avec d'autres acteurs – publics, économiques, associatifs... – tout aussi engagés que nous sur les sujets sociaux, sociétaux, environnementaux et de construire ensemble des réponses aux grands enjeux actuels. »
Véronique Poly, Directrice Région Hauts-de-France, Harmonie Mutuelle.

de ne pas renoncer à des soins pour des questions de budget et de bénéficier de services complémentaires (actions prévention santé, assistance...). Pour aller plus loin, l'entreprise peut mettre en place des solutions de prévoyance afin de couvrir ses salariés en cas d'arrêt de travail, d'invalidité, d'accident du quotidien, de dépendance ou de décès. Au-delà du domaine de la protection, l'entreprise peut ouvrir d'autres horizons à ses collaborateurs. L'épargne-retraite va dans ce sens. Parce qu'elle associe les salariés à sa réussite économique, elle constitue un outil efficace de motivation et de fidélisation. Cette solution est un véritable atout pour attirer des talents, tout en offrant de nombreux avantages financiers, sociaux et fiscaux.

mieux vivre, résolument engagé pour la qualité de vie au travail (QVT), Harmonie Mutuelle propose aux entreprises son expertise en santé et prévention, sur les risques psychosociaux, l'employabilité et la gestion du capital santé. Elle a notamment déployé la solution « Harmonie Potentiel Humain™ », un diagnostic scientifique complet et concret pour mesurer et maximiser l'énergie des salariés. Cet outil innovant intègre un large éventail de solutions pour aider les entreprises à conjuguer performance sociale et économique, parmi lesquelles le programme « La santé gagne l'entreprise » ou sa démarche en faveur de la santé des dirigeants.

CONSTRUIRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Parce qu'Harmonie Mutuelle entend agir à un niveau plus global, au-delà de l'entreprise elle-même, elle est devenue Entreprise Mutualiste à Mission le 6 juillet 2021. Sa raison d'être – « Agir sur les facteurs sociaux, environnementaux et économiques qui améliorent la santé des personnes autant que celle de la société en mobilisant la force des collectifs » – couvre de nombreux domaines d'intervention liés aux entreprises, comme le milieu ou les conditions

Construire la société de demain, c'est aussi imaginer le futur de l'entreprise.

de travail. Construire la société de demain, c'est aussi imaginer le futur de l'entreprise. Harmonie Mutuelle met ainsi en place sur tous ses territoires des Lab' Entreprises pour permettre aux chefs d'entreprise et aux entrepreneurs d'échanger, de témoigner et de partager avec leurs pairs et des experts des solutions innovantes, solidaires et collectives. Enfin, construire demain, c'est semer les graines dès aujourd'hui. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle est engagée dans des fonds de soutien aux entreprises, à l'image du Fonds « Harmonie Mutuelle Emplois France », créé en 2020 pour accompagner durablement les entreprises cotées ou non (TPE, PME et ETI) dans la création et la sauvegarde des emplois dans les territoires.



PROTÉGER VOS COLLABORATEURS, PREMIER NIVEAU DE BIEN-ÊTRE

Pour une entreprise, s'assurer que ses salariés et dirigeants se sentent en sécurité, protégés, sereins est une première étape fondamentale vers leur bien-être. Et la plus simple ! La complémentaire santé, métier cœur d'Harmonie Mutuelle, permet ainsi aux salariés et à leur famille

RENFORCER LE POTENTIEL HUMAIN, LEVIER DE PERFORMANCE

Pour s'adapter aux besoins évolutifs de leurs clients et rester compétitives, les entreprises sont contraintes de se transformer rapidement, et parfois de manière importante. Cela génère des tensions à tous les niveaux, avec des conséquences directes sur les personnes et la performance sociale et économique. Entrepreneur du





KIABI S'OFFRE UN SIÈGE COLOSSAL ET UNE VISION À 2030

Au vu de l'état actuel du site – un trou béant -, difficile de se projeter précisément. Mais le chantier en cours est tel qu'on imagine aisément l'envergure du futur siège de Kiabi. Dès la fin 2024, l'enseigne de mode à petits prix de la famille Mulliez occupera ici 15 000 m² de bureaux. Soit la moitié de ce programme immobilier pensé il y a six ans et développé par Etixia, filiale foncière de Kiabi. Situé à Lezennes, à proximité du Grand Stade de Villeneuve d'Ascq, l'ensemble disposera aussi de 6 000 m² de bureaux ouverts à d'autres entreprises de l'univers de la famille – appartenant ou non à l'écosystème Kiabi -, d'un pôle restauration de 2 000 m² ainsi que d'un magasin de l'enseigne nordiste étendu sur 3 000 m². Celui-ci a vocation à devenir le laboratoire d'innovation et de test du groupe. Lequel prévoit d'y tester le commerce de demain et de nouvelles expériences d'achat pour ses 22 millions de clients annuels. L'avenir du siège actuel, basé à Hem, est encore en réflexion.

Que sera Kiabi dans 10 ans ? « Une enseigne de mode responsable à petits prix », répond son dirigeant Patrick Stassi. Qui évoque entre autres l'écoconception, dès 2024, pour l'ensemble des

300 millions de pièces produites chaque année (60% aujourd'hui). Ou encore le déploiement de la seconde main dans 100% des boutiques d'ici l'an prochain. Un surcoût évident pour l'entreprise. Mais le Dg prévoit d'« écraser les marges pour continuer à défendre le pouvoir d'achat des familles ». Du moins, autant que possible. Chaque année, Kiabi ouvre 25 à 30 boutiques dans ses 25 pays d'implantation. Leur nombre doublera d'ici 2030. A ce jour, l'enseigne est forte d'un réseau de 553 points de vente (340 en France) et emploie 10 000 salariés pour près de 2 Mds€ de chiffre d'affaires ■ **J.K.**

LEZENNES. Fin 2024 le nouveau QG de l'enseigne, au rayonnement mondial, sera aussi un vrai labo pour repenser la mode à petits prix de demain.

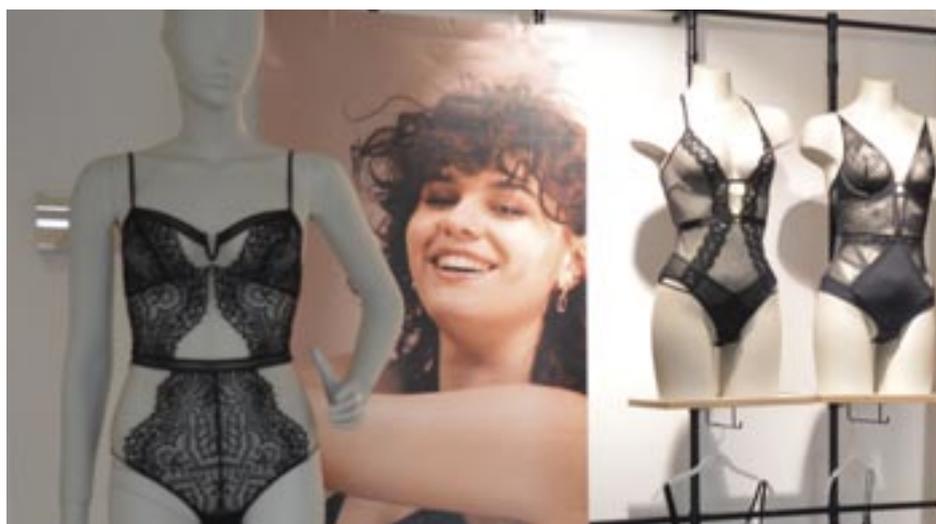
CLAP DE FIN POUR CAMAÏEU LIQUIDÉE

Le 28 septembre, le tribunal de commerce de Lille Métropole a mis un point final à l'aventure Camaïeu. L'enseigne de mode féminine, née à Roubaix en 1984, a été placée en liquidation, deux mois après son redressement judiciaire, et cessera définitivement son activité le 1er octobre. Sur le fil, l'entreprise - reprise en 2020 par Hermione People & Brands (HPB) - était criblée de 250 M€ de dettes, notamment d'impayés de loyers. A cela s'ajoutaient, selon HPB, une « cyber-attaque d'une ampleur exceptionnelle en juin 2021 ainsi que les conséquences de la guerre en Ukraine et l'augmentation du prix des matières premières ». Camaïeu c'était 517 magasins et 2 600 salariés, dont 500 en Hauts-de-France. ■

AVEC LEEL ET ROSE, ROUGEGORGE LORGNE L'INTERNATIONAL

Les nouvelles-nées se nomment Leel Lingerie et Rose. Elles ne sont qu'à leurs débuts, puisque créées ces deux dernières années, mais elles pourraient bien offrir une dimension internationale à RougeGorge. La marque nordiste de lingerie du groupe FashionCube (Association Familiale Mulliez) est pour l'heure très peu présente hors de l'Hexagone, avec seulement neuf boutiques en Belgique. Toutefois, dans cette conquête de nouveaux marchés, aucune ouverture de points de vente n'est prévue : Catherine Gallais, dirigeante depuis 2009, veut se lancer en B to B — chez des revendeurs par exemple — et via les marketplaces telles Zalando ou Amazon.

RougeGorge mise aussi beaucoup sur Leel et Rose pour accélérer « *prudemment* » en France et séduire une nouvelle clientèle. Leel lingerie, griffe indépendante essentiellement digitale avec un site



WASQUEHAL. L'enseigne de lingerie entend poser un pied à l'export à travers deux nouvelles collections. Tout en accélérant en France avec une dizaine d'ouvertures d'ici fin 2022.

dédié, s'adresse aux jeunes filles aux poitrines généreuses. Tandis que la collection Rose se veut plus « *travaillée et sexy* » et au positionnement prix un peu

plus élevé que les autres gammes de l'enseigne.

Côté boutiques, Catherine Gallais estime le réseau « *mature* » avec un ensemble de 260 points de vente, pour 45% en affiliation. Une dizaine d'autres devrait ouvrir d'ici la fin de l'année. A court terme, la patronne estime pouvoir atteindre les 300 à 310 boutiques. RougeGorge, deuxième enseigne française de lingerie derrière Etam, emploie 700 salariés et vise les 140 M€ de ventes cette année, soit un niveau proche de celui de 2019 ■ **J.K.**



bpifrance
SERVIR L'AVENIR

ENTREPRENEURS,

FRANCE 2030

OSEZ VOUS MÉTAMORPHOSER

Big

LE PLUS GRAND RASSEMBLEMENT BUSINESS D'EUROPE

6 OCTOBRE 2022 ACCOR ARENA PARIS | Inscription sur big.bpifrance.fr

bpifrance inno generation

IND 507 503 878



GENFIT INJECTE 105 M€ DANS UNE BIOTECH SUISSE

« Une biotech française qui en rachète une suisse, ça ne s'est sans doute jamais vu ». Chez Genfit, on a le sourire. L'entreprise historique d'Eurasanté a signé un accord en vue d'acquérir Versantis, une société de Zurich issue de la recherche universitaire de l'ETH, et qui a en portefeuille deux molécules très avancées contre une maladie rare du foie et mortelle, l'ACLF (décompensation aigüe de la cirrhose associée à des défaillances d'organes). Aucun traitement n'existe à ce jour, hormis la greffe. Or les candidats médicaments de Versantis, dont deux doivent entrer en phase 2 l'an prochain, permettraient aux patients de vraies perspectives de survie, à défaut de guérison. La pathologie touche quelque 350 000 personnes par an, entre les Etats-Unis et l'Europe. Pour la biopharma lilloise, réduite pendant plusieurs années à une logique très défensive, l'opération marque cette fois une stratégie très volontariste autour



LILLE. Autrefois vacillante, la biopharma lilloise s'offre une pépite suisse spécialisée dans une maladie rare et redoutable du foie

de sa spécialité, les pathologies du foie. Car elle mobilise pas moins de 40 M€ en numéraire puis plus de 65 M€ conditionnés par des étapes de succès des molécules concernées et par leur approbation par les autorités du médicament aux Etats-Unis et en Europe. Ces moyens importants sont liés à la cession

fin 2021 des droits sur sa propre molécule phare, l'Elafibranor, au laboratoire Ipsen, par ailleurs entré au capital (8%). Après un échec de ce candidat médicament sur la maladie NASH, la réorientation de l'Elafibranor vers une autre maladie rare du foie, la PBC, semble cette fois très prometteuse : les derniers résultats de phase 3 sont attendus au second trimestre 2023, avec en aval une commercialisation envisagée en 2025. Autant dire que Genfit voit désormais l'avenir avec beaucoup plus de sérénité. L'entreprise a d'ailleurs sensiblement recruté en 2022 : ses effectifs atteignent désormais les 140 personnes ■ **O.D.**

INNOVAFEED OPÈRE UNE LEVÉE RECORD

Le monde des insectes est décidément celui de tous les records. Du moins en matière de levée de fonds. Le 20 septembre, Innovafeed, le spécialiste des protéines à base de la mouche soldat noire, annonçait avoir bouclé un tour de table de 250 M€. Et ce, presque deux ans jour pour jour après une première opération de 120 M€ réalisée auprès de Creadev, le family office des Mulliez, et le fonds souverain singapourien Temasek. Cette fois, l'entreprise accueille le fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA), associé aux investisseurs historiques, ainsi qu'à un pool de quatre fonds, dont Future French Champions, détenu à parité par QIA et Bpifrance. 15% de l'enveloppe, soit 38 M€, sont contractés en dette auprès du groupement bancaire associant la Caisse d'Epargne Hauts-de-France, Crédit Agricole, BNP Paribas, Arkéa et Société

Générale.

La somme levée est à la hauteur des objectifs stratégiques. Figurant parmi les leaders mondiaux du secteur, la start up a besoin, pour garder sa position, d'accélérer sa production industrielle. C'est pourquoi, une partie - non communiquée - de l'enveloppe servira à investir dans l'usine de Nesle.

Selon Clément Ray, le président d'Innovafeed, celle-ci fonctionne en effet à un peu « moins de 50% de ses capacités maximales ».

De nouveaux investissements permettront de lui faire rapidement atteindre son plein potentiel, soit 100 000 tonnes d'ingrédients produits, dont 15.000 tonnes de protéines d'insectes. En parallèle, Innovafeed, qui ne communique pas son chiffre d'affaires, compte accélérer à l'international. Sa seconde unité, créée en partenariat avec le géant ADM, devrait entrer en service en

NESLE. Le spécialiste des protéines à base d'insectes a bouclé une levée de 250 M€. Dont une partie viendra nourrir l'expansion de son usine picarde.

2024. Déjà, une troisième usine, basée en « Europe ou en Asie », selon Clément Ray, devrait être annoncée dans les prochains mois. Créé en 2016, Innovafeed emploie 350 personnes environ ■ **Guillaume Roussange**





**WILLY
NAESSENS**
Bâtiments Industriels

Complexes industriels

Plateformes logistiques

Surfaces commerciales

Bâtiments pour PME

Bureaux



ZI Moulin | 19 rue des Archers | 62450 BAPAUME

www.willynaessens.fr | Info@willynaessens.fr | Tel. 03 21 60 00 70

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR |

INTELE 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **64,90€**
- 2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Écopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

_____ CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____

éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉD
500 RUE DE LILLE
59620 MARQUETTE-LEZ-LILLE



INTUIS DOPE SON USINE SAMARIENNE

3M€. C'est le montant de l'investissement actuellement réalisé par Auer afin d'agrandir de 8 000 mètres carrés son usine de Feuquières-en-Vimeu, dans la Somme. «*Notre objectif est de doubler nos capacités de production de pompes à chaleur et de chauffe-eau thermodynamiques pour lesquels le marché est en forte croissance* », indique Philippe Dénecé, directeur général de l'ex groupe Muller, très récemment rebaptisé Intuis, propriétaire de Auer. Ce chantier est symbolique des orientations prises par le spécialiste des appareils de chauffage et de production d'eau chaude. Réorganisée par son actionnaire principal, Glen Dimplex, un groupe familial irlandais, la direction de l'entreprise compte accélérer sur le marché des solutions intelligentes et répondant aux évolutions des réglementations thermiques. Pour y parvenir, celle-ci a pris la décision de rationaliser son outil industriel pour le rendre plus efficient, tout en dopant ses

FEUQUIÈRES-EN-VIMEU.

Intuis investit 3 M€ pour multiplier chauffe-eau thermo-dynamiques et pompes à chaleur.

services commerciaux. D'où une décision radicale : abandonner le nom de Muller, mais aussi fusionner la dizaine de marques du groupe, dont Auer, Airelec, ou Campa, sous l'unique bannière d'Intuis.

«*Nous garderons toutefois la marque Noiroit, fabriquée dans l'Aisne, pour ne pas nuire à la communication en direction du grand public* », détaille le directeur général. Intuis, qui emploie un millier de personnes, dont 240 en région (intérimaires compris), s'attend à une progression de 20% de son chiffre d'affaires (200 M€) cette année. Il recherche une cinquantaine de nouveaux collaborateurs dans les Hauts-de-France ■ **Guillaume Roussange**

CARLIER PLASTIQUES & COMPOSITE REJOINT INNERCAP

CALONNE-RICOUART. La start up financière prend la majorité du numéro deux français du panneau composite afin d'accélérer son développement numérique et l'innovation.

Après la cosmétique, la plasturgie. La jeune start up financière Innercap poursuit ses acquisitions en Hauts-de-France. En 2021, elle reprenait la société de produits pour la peau et les cheveux et de compléments alimentaires Rémanence (10 M€ de ventes). Cette fois, il s'agit d'un acteur plus important, Carlier Plastiques & Composites, basée à Calonne-Ricouart (62). Créée en 1957, l'entreprise compte plus de 100 salariés pour un chiffre d'affaires de quelque 30 M€. Elle conçoit et produit des panneaux composites pour la carrosserie industrielle, essentiellement à destination des remorques de camions. Les deux dirigeants, gendres du fondateur partaient successivement en retraite : une belle opportunité pour Innercap de prendre la majorité du capital, au côté d'un autre investisseur, Entrepreneur Invest. Suivant son modèle original, In-

nercap prend la main sur des Pme avec pour objectif de les dopper par la digitalisation et l'innovation. Poxandre Joly, cofondateur d'Innercap, explique que Carlier dispose d'un sous-bassement d'activité très solide dans le segment du camion bien moins affecté par la crise, et «*offre beaucoup de possibilités de digitalisation* » : ERP, CRM, maintenance prédictive notamment. Confiée à la direction de Damien Martel, un ingénieur de 48 ans, ancien CEO de chez Dourdin, Carlier va aussi chercher l'innovation technologique. Une première voie pourrait être le développement de panneaux composites en bois recyclé.

En parallèle, la nouvelle direction envisage déjà d'utiliser les bâtiments de 10 000 m² pour installer en toiture des panneaux photovoltaïques. De quoi abaisser la facture électrique et améliorer le bilan carbone ■

Olivier Ducing



Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.



EN BREF

Interdépendance vertueuse

Agir pour notre planète et notre région. Tel sera le fil rouge de la prochaine édition du World Forum attendu à Lille le 18 octobre. Un rendez-vous incontournable et d'envergure auquel prendra part l'ADEME, partenaire de longue date, à travers des déjeuners thématiques, des ateliers et autres interventions. L'agence mettra en lumière ses actions contre le gaspillage de matière en entreprise, proposera un retour d'expérience des territoires régionaux en transition qu'elle soutient vers de nouvelles solutions en faveur de la transition écologique. Objectif ? « Donner envie et inciter les autres à sauter le pas ! », répond Marie Tison, coordinatrice du pôle Économie circulaire de la direction régionale de l'ADEME. <https://www.responsible-economy.org/fr/>

Ecoposs, Osons l'éloge du futur

L'Université catholique de Lille organise du 26 au 30 octobre sa biennale Ecoposs sur la thématique « Osons l'éloge du futur ». L'occasion de prouver qu'un futur éthique et durable est (encore) possible. Au programme : s'inspirer, imaginer, débattre et surtout rencontrer une pléiade d'experts. L'ADEME présentera ses scénarios prospectifs notamment en matière de sobriétés énergie, matières, foncière... mais aussi son outil numérique « Nos gestes pour le climat » (www.nosgestesclimat.fr), permettant la mesure simple et rapide de son empreinte carbone. www.ecoposs.fr



CLIMAT : 4 SCÉNARIOS POUR AGIR

Dans une volonté d'éclairer le futur pour nous aider à faire les (bons) choix aujourd'hui, l'ADEME a publié fin 2021 sa « Prospective Energies Ressources ». Un exercice démarré en 2020 avec pas moins de 200 de ses agents au national. L'idée ? Imaginer le champ des possibles pour atteindre la neutralité carbone en 2050 dans notre pays. Tout en prenant en compte l'implication des ressources énergétiques, des matières et des sols. De cet exercice, l'ADEME en ressort quatre scénarios pour parvenir à l'objectif ambitieux de neutralité carbone. Et se veut résolument optimiste : « *Quels que soient les scénarios, on voit que la neutralité carbone en France est possible. C'est plutôt une bonne nouvelle !* », assure Hervé Pignon, directeur régional de l'agence.

Le premier scénario est baptisé « *génération frugale* ». Il imagine une consommation de viande divisée par trois, un stockage biologique du CO₂, impliquant davantage de plantation d'arbres, ou encore une rénovation massive de nos bâtiments et logements. En Hauts-de-France, où le rythme actuel est de 3 500 rénovations annuelles, celui-ci passerait... à 70 000 par an ! Nécessitant la structuration de la filière pour disposer du gisement suffisant de laine de bois, de chanvre ou de lin.

Le second scénario, « *coopérations territoriales* », fait la part belle à l'économie du partage, au coworking entre les territoires pour harmoniser les actions en faveur du climat. A l'instar du Dunkerquois qui se spécialise de plus en plus aujourd'hui dans la décarbonation, ou de la Baie de Somme dans le tourisme durable, ce scénario favorise la réindustrialisation ciblée. « *Ici, on injecte des crédits publics pour accompagner les territoires dans le développement de leurs atouts. L'objec-*

tif est qu'ils ne soient plus en concurrence avec les autres territoires régionaux mais complémentaires », explique Hervé Pignon.

Dans le troisième scénario, les « *technologies vertes* », on s'appuie davantage sur les métropoles. Là, l'innovation se met au service des systèmes énergétiques décarbonés. Ainsi, on mise gros sur la R&D pour inventer notamment les nouvelles technologies de décarbonation.

Enfin, le quatrième scénario, dit le « *pari réparateur* », fonde ses bases sur le maintien des modes de consommation de masse et l'économie mondialisée. On privilégie le captage du CO₂ dans l'air, l'intelligence artificielle, l'étalement urbain et l'agriculture intensive avec pléthore d'additifs.

Bien que foncièrement différents, ces quatre voies ont néanmoins trois dénominateurs communs : l'immédiateté d'action, l'appropriation humaine et la présence forte de la technologie, qu'elle soit verte ou non. « *Notre objectif est de faire prendre conscience au plus grand nombre que ce sujet de neutralité carbone doit être l'affaire de tous ; entreprises, territoires, pouvoirs publics et citoyens*, poursuit le directeur régional de l'ADEME. *Une transition non désirable, partagée et appropriée ne marchera pas !* » Hervé Pignon en est convaincu : ce grand défi de neutralité carbone doit être vécu comme un challenge et non comme une contrainte. Un message plein d'espoir que l'ADEME diffusera aux quatre coins des Hauts-de-France lors d'une tournée régionale de deux mois à compter d'octobre ■

<https://adm-transitions2050-hautsdefrance.ademe.fr/>

Hervé Pignon (Directeur régional) : hervé.pignon@ademe.fr

Agnès Jacques (Directrice déléguée) : agnes.jacques@ademe.fr

Eric Vidalenc (Directeur adjoint) : eric.vidalenc@ademe.fr

IMAGREEN, CHANTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE À IMPACT

En 2009, Justin Longuenesse travaille comme consultant dans l'industrie fossile. Une activité en conflit latent avec ses convictions écologiques. Au point qu'un jour ce jeune ingénieur ISA saute le pas, embarquant avec lui deux de ses collègues afin de prendre leur indépendance et fonder Imagreen. Leur intuition de départ est d'accompagner toutes tailles de structures en matière d'ingénierie environnementale : traitement des eaux, des déchets, gestion de l'énergie et mobilité ferroviaire. Sans réseau mais au culot, les trois entrepreneurs démarchent, alors que le concept de RSE était encore nébuleux : « Notre force est de proposer des experts. Notre premier contrat a été ainsi passé avec Veolia

Le gros cabinet de consultants accompagne entreprises et collectivités dans leurs mutations écologiques, mais aussi autour du défi de la réindustrialisation française.

pour une station de traitement des eaux usées. » Pendant dix ans, l'entreprise nordiste va ainsi se développer discrètement, avec une vingtaine de collaborateurs en mission dans pas moins de 350 entreprises.

La crise Covid de 2019 marque une étape essentielle, pressent Justin Longuenesse : « La transition n'est pas seulement environnementale mais avant tout sociale et écono-

mique. Nous avons alors élargi notre offre, pour l'accélérer. » Une stratégie qui passe par un emprunt bancaire post-confinement de 2 M€ pour élargir les équipes à 120 collaborateurs. Parmi eux, des scientifiques, des économistes, des spécialistes des énergies vertes... Labellisée Entreprise à mission et B-Corp, la société lilloise va ainsi se déployer sur 5 agences en France et autour de 5 expertises : recrutement des talents (le cœur de métier) mais aussi développement des énergies renouvelables, bilan carbone, stratégie d'influence, et évolution du modèle d'affaires.

"ACCÉLÉRER LA TRANSITION DES BUSINESS INDUSTRIELS, C'EST 80% DE L'IMPACT ÉCOLOGIQUE"
JUSTIN LONGUENESSE

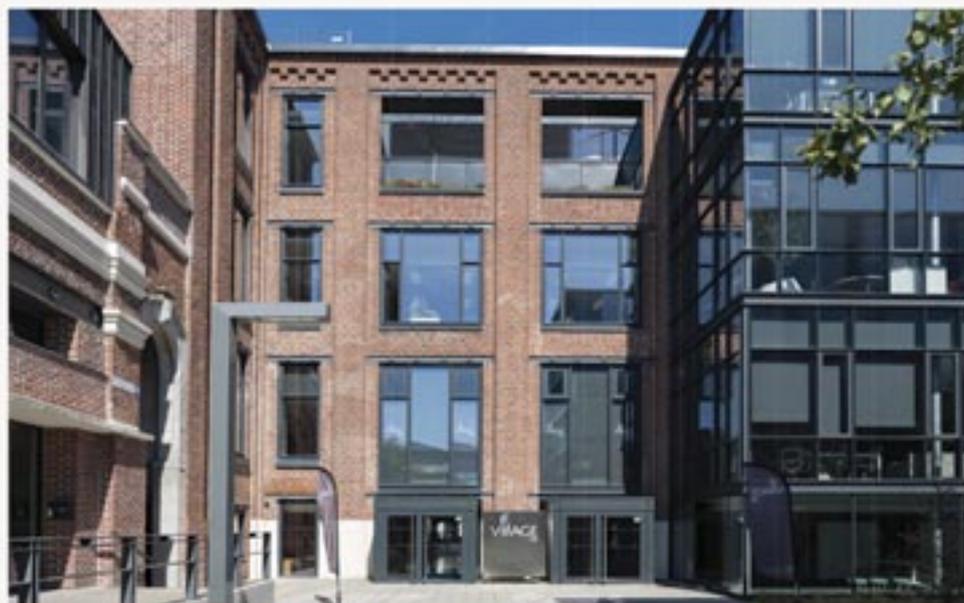
CAP SUR LES 200 SALARIÉS

Le pari s'avère gagnant : le chiffre d'affaires va atteindre 6 M€ fin 2022, progressant d'un quart en un an. Parmi les dossiers emblématiques, l'entreprise s'est occupée du recrutement de Safilin (réimplantation d'une filature de lin dans les Hauts-de-France) ou encore de revoir le modèle de la collection femmes enceintes de Kiabi en matière d'économie de fonctionnalité : « Nous ne sommes pas que dans les bilans RSE, nous privilégions l'action au cœur des business industriels. »

Pour accélérer encore, le dirigeant prépare une nouvelle levée de fonds avec ouverture du capital d'ici la fin de l'année. De quoi viser les 200 collaborateurs et les 20 M€ de chiffre d'affaires d'ici 2025, avec l'ouverture de nouvelles agences, un renfort d'équipes dans le textile intelligent, l'agroalimentaire, et la réindustrialisation française : « il faut identifier des friches à réinvestir, former les gens aux métiers d'antan, développer les circuits courts ... Accélérer la transition des business industriels, c'est 80% de l'impact écologique. » ■ Anne Henry-Castelbou



ET SI UN VILLAGE POUVAIT



TRANSFORMER NOTRE TERRITOIRE ?

Créé en 2015, le Village by CA Nord de France est un écosystème intégralement conçu pour accélérer l'innovation. Il a déjà accompagné 110 start-up régionales et en héberge actuellement 37. Il coopère avec 28 partenaires locaux*, dont de grandes entreprises, des investisseurs, des établissements de recherche et de formation, contribuant au dynamisme et au développement économique du Nord et du Pas-de-Calais.

**AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ**

lille.levillagebyca.com
credit-agricole.fr

LE
VILLAGE
by CA

CA
NORD DE FRANCE

* Données chiffrées au 31/07/2022

Le Village by CA Nord de France est situé dans la zone Euratechnologies - 225, rue des Templiers à Lille.

Le Village by CA Nord de France, Société par actions simplifiée au capital de 1 965 400 € dont le siège social est situé au 10 avenue Foch - 59000 Lille - Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole, sous le numéro 879 899 847

Le réseau « Le Village by CA » est animé par la Fédération Nationale du Crédit Agricole (Siège social 48 rue La Boétie 75008 Paris). Les Villages by CA sont des initiatives de la FNCA et des Caisses régionales de Crédit Agricole. Plus d'information sur levillagebyca.com/fr.

Édité par Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch - BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr). © Crédit photo : Emmanuel Delbergue. Conception : PES/COM/CCAG - Septembre 2022 - ND : 2236CT11 - ECO121

VOTRE HUILE À LA CARTE EN LIGNE

Le nom n'est guère évocateur : 3GP Europe pourrait tout aussi bien faire penser à un cabinet de consultants ou à une société à l'export. Il s'agit en réalité d'une jeune société créée en février dernier par un ingénieur Ensiam de Valenciennes, Nicolas Lecat. Son activité : proposer à la vente en ligne toutes les catégories possibles et imaginables d'huiles mécaniques pour voitures, motos, bateaux ou engins de jardinage. Nicolas Lecat avait pourtant une voie toute tracée pour lui : jeune diplômé en alternance avec une spécialisation logistique, il a directement intégré le constructeur ferroviaire Alstom, chez qui il aura passé près de 9 ans. « Mais j'ai envie d'entreprendre depuis que je suis tout petit. Quand mes parents ont appris que je voulais quitter Alstom pour monter ma boîte, ils n'ont pas été étonnés et m'ont poussé à foncer », raconte le créateur, bientôt trentenaire. L'idée du projet remonte à 2014, lorsque Nicolas et celle qui deviendra sa femme (et elle-même ingé-

nieure chez Alstom) participent au 4L Trophy. « Il n'y avait pas d'huile pour les 4L » se souvient-il. Au fil des ans, le



NICOLAS LECAT. Sa start up 3GP Europe basée à Sars-et-Rosières vise la place numéro un français du spécialiste *online* des huiles mécaniques.

projet s'affine donc pour aboutir aujourd'hui à une plateforme spécialiste de l'huile où l'on est sûr de trouver le lubrifiant *ad hoc*. Avec pas moins de 7 000 références au compteur, en lien direct avec les fabricants (Castrol, Bardahl, etc) « pour éviter les intermédiaires ». La plateforme propose aussi un système de recherche intelligent qui permet, par la simple mention de son numéro de plaque d'immatriculation, de trouver l'huile la plus adaptée. Créée en SAS, et disposant déjà de son entrepôt, la société commercialise depuis juin auprès des particuliers comme des professionnels. Avec une ambition crânement affichée par son dirigeant : devenir leader français à horizon 4 à 5 ans. L'effectif de sa start up pourrait déjà atteindre les 10 personnes dans les 2 à 3 ans, estime Nicolas Lecat ■ **O.D.**

CRÈCHE À LA DEMANDE FACILITE L'ACCUEIL OCCASIONNEL

Chaque jour, 90 000 places temporaires sont disponibles dans les crèches françaises. Et pourtant, à chaque rentrée son lot de parents inquiets car sans solution de garde. A son retour de Chine, où il a travaillé quatre ans comme manager, Alban Gamot a lui aussi été confronté à ces difficultés de garde pour son fils cadet. « Après plus d'un an sur liste d'attente, une structure nous a proposé une place occasionnelle. On ne savait même pas que c'était possible ! », se souvient le Nordiste, ingénieur HEL. C'est de cette expérience personnelle que naît en 2020 Crèche à la demande. Installée à Euratech, où elle a été incubée, la société développe une plateforme numérique permettant la réservation de places occasionnelles en crèche. Les structures d'accueil indiquent sur un planning leurs places disponibles. Celles-ci sont visibles par les familles en attente qui peuvent alors procéder à la réservation en temps réel.

ALBAN GAMOT. Sa plateforme permet la réservation en temps réel de places vacantes dans plus de 200 crèches à l'échelle nationale.

« C'est un gain de temps pour les crèches qui jusqu'alors devaient contacter les familles par téléphone, explique Alban Gamot. L'autre avantage est un taux d'occupation en hausse de 7% en moyenne ». La plateforme est accessible via un abonnement mensuel de 50 € HT pour les crèches, mais totalement gratuite pour les familles inscrites sur leur liste d'attente.

Plus de 200 crèches municipales, associatives et privées du pays — dont une trentaine en région — utilisent l'outil de Crèche à la demande. Alban Gamot vise les 300 structures fin 2022. A son lancement, sa société a été soutenue par la Région, Bpifrance ou encore HDFID à hauteur de 120 K€ au total. Crèche à la

demande emploie aujourd'hui sept personnes pour 150 K€ de chiffre d'affaires. Son fondateur ambitionne le cap des 1 500 crèches clientes pour 1 M€ de chiffre d'affaires en 2024, avec un effectif doublé ■ **J.K.**



Biennale ECOPOSS

Osons l'éloge du futur !

26 – 30 octobre 2022, à Lille



Plus de 200 animations :
conférences, ateliers, visites,
expositions, spectacles...



Cinéma & débats
« ECOPOSS by IMAGINE,
le Festival par-delà les images »



Salon du Livre
+ de 80 auteurs, rencontres,
dédicaces, espace jeunesse



Des colloques scientifiques sur
le futur, les données, les villes
intelligentes et durables

Programmation tout public
Inscription sur www.ecoposs.fr



Lille



Un événement



STAPHYT POUSSE LES FEUX AU BRÉSIL

L'ETI familiale spécialiste des essais de produits agricoles et de leur homologation finalise sa quatrième acquisition au Brésil en un an. Et passe le cap des 700 salariés.

« **N**ous devenons leader en agrosociété au Brésil ! » Arthur Boisieux, dirigeant de Staphyt au côté de ses parents, ne cache pas sa satisfaction de cette quatrième croissance externe depuis 2021 outre-Atlantique. En l'occurrence, le groupe familial d'Inchy-en-Artois, non loin de Cambrai, s'adapte la société Phytus (70 salariés, 2,4 M€ de chiffre d'affaires), spécialisé dans les essais de semences, de variétés hybrides, de résistance à la pluie, ou encore les études de phytotoxicité. Il s'agit de la plus grosse acquisition, après celles de Plurie (26 personnes), Promip (50 salariés, 2 M€ d'activité) et de Leisor, numéro un de la régulation agricole au Brésil (25 salariés, plus de 2 M€ de chiffre d'affaires). Staphyt conforte ainsi son rôle de spécialiste international des tests de nouveaux produits – semences, engrais, insecticides etc - pour l'agriculture, mais aussi d'accompagnement réglementaire pour ces lancements. Avec une logique de temps très long puisque, comme pour la pharmacie, de tels lancements peuvent prendre facilement une dizaine d'années. Le métier de Staphyt porte sur les trois dernières années de développement, sur un secteur de niche, mais très actif, porté par un bouillonnement de l'agrosociété pour trouver de nouvelles semences résistantes aux maladies ou au stress hydrique, s'adaptant au changement climatique, mais aussi des produits toujours moins impactants pour l'environnement.

“C'EST IMPORTANT
D'ÊTRE SUR PLACE”
ARTHUR BOISIEUX

Pourquoi cet intérêt pour le Brésil où Staphyt comptera désormais 170 salariés sur un effectif total de 700 ? « *Le Brésil est un des pays où il y a le plus de développement, que ce soit dans l'homologation de produits aux nouvelles normes ou des conseils et des tests à effectuer. C'est important d'être sur place* », décrypte Arthur Boisieux, qui souligne aussi les perspectives de croissance dans les pays alentour.

AU CAPITAL DE SENGROP

Staphyt achève ainsi une grosse phase d'internationalisation, qui lui vaut d'être aujourd'hui présent dans 16 pays sur trois continents (Europe, Afrique, Amérique latine). L'heure est désormais à la digestion avant de reconsidérer d'autres perspectives vers l'Afrique du Sud, les Etats-Unis voire l'Asie, mais seulement à moyen terme. L'ETI familiale, née en 1989 sur l'exploitation familiale de Jacques et Caroline Boisieux, a néanmoins pu mener ce développement boulimique sans devoir ouvrir son capital. Le niveau d'endettement étant très faible, le groupe a pu trouver du crédit bancaire dans d'excellentes conditions, ce qui lui permet de garder entièrement le contrôle.

L'entreprise, qui travaille pour des majors comme Bayer mais aussi des start up et des Pme, connaît une croissance constante qui va porter son chiffre d'affaires à 49 M€ en 2022 dont 60% à l'export contre 44,6 M€ un an plus tôt. On notera aussi que Staphyt s'intéresse de près à l'écosystème local au point d'être entrée au capital de Sengrop, start up lilloise spécialiste de stations météo connectées, lors d'une très grosse levée de 18 M\$ en début d'année ■ O.D



LES ENTREPRISES DE DEMAIN

SE CULTIVENT

AUJOURD'HUI.

À l'EDHEC, nous formons nos étudiants à avoir un impact positif sur le monde.

Nous accompagnons nos entrepreneurs à Station F Paris, à Lille, Nice et Berkeley en Californie en les aidant à développer leurs projets, pour que leurs idées innovantes deviennent des start-ups responsables.

Notre *Centre for Responsible Entrepreneurship*, lancé en 2022, forme les entrepreneurs de demain à développer une économie responsable, impulse de nouvelles pratiques managériales et favorise l'inclusion et la diversité.

*Make an impact**

*Agissez sur le monde.





A 35 ANS, THIBAUT WILLOT REPREND DECOVAL SERVIPACK

Accompagné par Finorpa et IRD, Thibaut Willot prend la présidence du fabricant de matériels industriels de valorisation de déchets. Avec des ambitions nationales.

Une page se tourne pour la discrète Decoval Servipack. Cette entreprise de Wattignies qui conçoit sur-mesure des équipements industriels de valorisation des déchets change de main, pour la seconde fois de son histoire, depuis sa création en 1991. Son dirigeant — et repreneur en 2007 — François Salmon exprimait depuis un peu plus d'un an la volonté de passer le flambeau. « *En douceur*, dit-il. *Je le dois aux salariés envers qui je me sens redevable* ». Un souhait de transmission qui, par le bouche-à-oreille, a donné lieu en décembre 2021 à la rencontre entre le patron de 61 ans et celui qui deviendra son successeur sept mois plus tard, Thibaut Willot. Agé de 35 ans, ce dernier a déjà dirigé une usine d'extrusion de plastique à Neuville-en-Ferrain pendant huit ans. « *Je cher-*

chais le rachat d'une entreprise en région, dans l'industrie ou les services tangibles comme la construction, avec un savoir-faire et affichant de forts leviers de développement », déroule le diplômé de l'Iseset et de l'Edhec. « *J'avais reçu plusieurs candidatures spontanées. Mais avec Thibaut ça a été une question de timing. Et il avait le profil adéquat pour reprendre Decoval* », renchérit François Salmon, désormais consultant de l'entreprise pour les deux prochaines années.

ENTRETIENS INDIVIDUELS POUR TOUS

Majoritaire, Thibaut Willot s'est entouré de Finorpa et IRD Invest pour financer sa reprise, en plus d'une dette contractée auprès de Bpifrance. Au tour de table, François Salmon cède sa

place à son gendre Julien Tytgat, responsable d'exploitation de Decoval et désormais associé du nouveau président. L'opération a été entérinée le 6 juillet dernier, jour de présentation officielle du repreneur aux 35 salariés. « *Une transmission de l'intérieur est encore plus importante qu'une communication auprès des clients et fournisseurs* », estime Thibaut Willot. Dès sa prise de fonction, le jeune dirigeant a organisé des entretiens individuels avec chacun de ses collaborateurs. Une manière pour lui de « *faire connaissance et d'écouter leurs besoins*, dit-il. *Ça m'a aidé à construire l'organisation interne future* ».

L'avenir justement, Thibaut Willot l'imagine, sereinement, riche en opportunités. « *L'évolution de la réglementation du traitement des déchets, et la prise de conscience des entreprises sur ces questions, sont des occasions permanentes d'acquisition de nouveaux marchés pour nous* ». Consolider le savoir-faire, renforcer les positions au nord de Paris, développer les activités et les marchés devraient permettre à Decoval Servipack de devenir « *identifié et identifiable* ». « *Mon objectif est de devenir incontournable au national*, annonce Thibaut Willot. *Nous le sommes déjà en région* ». Son entreprise a réalisé 6,5 M€ de ventes l'an dernier. Il espère maintenir ce niveau d'activité sur 2022-2023, avant d'aller chercher la croissance dès 2024 ■ J.K.

"MON OBJECTIF EST DE DEVENIR INCONTOURNABLE"
THIBAUT WILLOT

JEAN-PIERRE LETARTRE

PRÉSIDENT DU COMITÉ GRAND LILLE ET D'ENTREPRISES ET CITÉS

« ÊTRE BRUNO AUJOURD'HUI »

Il est des hommes dont l'héritage nous oblige. Avec la disparition de Bruno Bonduelle, le Nord perd un capitaine d'industrie mais garde une boussole pour l'avenir. Bruno Bonduelle avait compris que la réussite s'ancrait dans un territoire de solidarités. Son engagement dans la cité, sa persévérance inspirante auprès des élus de tous bords pour les rallier à la cause de l'entreprise et du territoire, restent pour nous tous, un exemple à suivre.

Aujourd'hui, « être Bruno », c'est relever les défis des transitions, anticiper les ruptures technologiques, prendre sa place dans une économie mondialisée et surtout inter dépendante, jouer son rôle de partie prenante pour créer du lien entre les initiatives publiques et privées,

“ÊTRE BRUNO, C'EST VOIR GRAND, ENSEMBLE, SUR LE LONG TERME”

participer aux actions citoyennes... C'est garder le sens du collectif, c'est-à-dire comprendre le caractère indissociable des réussites individuelles et collectives. C'est animer notre Grand Lille et redécouvrir les potentiels des territoires limitrophes, les interactions avec le bassin minier et l'incredible renouveau du port de Dunkerque. C'est voir grand, ensemble, sur le long terme.

Aujourd'hui, « être Bruno », c'est aussi oser, penser la technologie de demain, apprivoiser la société de la connaissance et la formation tout au long de la vie, l'innovation et les modèles de demain, dans le respect de l'environnement, de la qualité de la vie et de la cohésion sociale. C'est être ouvert au monde, promouvoir le Grand Lille à l'international et capter ce qui se fait de mieux ailleurs, voyager, écouter, comprendre. C'est aussi s'inscrire résolument dans l'Europe des

grandes métropoles et des régions. Pour un territoire frontalier, ce n'est pas une abstraction !

Le comité Grand Lille aura bientôt 30 ans, son ADN est intact : rassembler les acteurs d'un territoire pour jouer collectif et répondre à la complexité de nos enjeux. Avec lui, réfléchissons aux grands projets de la métropole axés sur les transitions énergétiques, environnementales, la diffusion des technologies et l'accès à la façade maritime. Jouons collectifs ! Il reste du chemin à parcourir pour convaincre, réunir et assurer dans la durée les conditions des réussites entrepreneuriales et territoriales. Relevons ensemble le défi !

Le monde change et nous confronte à des défis monumentaux de transformation. Il nous condamne à l'action, appelle à l'audace et à l'ambition collectives. Le combat de Bruno Bonduelle pour rassembler, coopérer, décloisonner, transformer, rayonner est notre héritage. Il nous oblige, à la créativité, à la sincérité, et à l'engagement ■



ALEXIS ROQUETTE
DIRECTEUR ASSOCIÉ DE QUINTESSENS

QU'IL EST BON DE RIRE!

Mais oui ! Que c'est bon de rire ! De tout, de rien, pour rien, surtout pour rien.

Ne pas se prendre au sérieux, lâcher prise, reprendre son souffle après l'avoir perdu à rire avec ou sans raison particulière. Ce n'est un secret pour personne que rire est bon pour la santé. Scientifiquement prouvé depuis des décennies, rire contribue au renforcement du système immunitaire, à la réduction du stress et de la tension artérielle. Mieux encore, il joue favorablement sur nos relations sociales. Rire plusieurs fois par jour nous fait gagner des jours, des mois, des années d'espérance de vie.

Alors si le rire rend heureux, s'il nous maintient en bonne santé, pourquoi ne pas l'adopter généreusement dans nos entreprises ? Être heureux et en bonne santé, c'est un bon début pour favoriser la collaboration et la performance.

Bien sûr, rire n'est pas un palliatif à un

management déficient ou absent.

Il ne suffit pas en lui-même mais représente un véritable accélérateur d'échanges et de stimulation créative. Là aussi, des études ont démontré son impact sur la concentration (eh oui !), la fatigue, la capacité de travail, et plus subtilement encore sur la confiance en soi. Rire aurait même des vertus concernant l'absentéisme.



"RIRE REPRÉSENTE UN VÉRITABLE ACCÉLÉRATEUR D'ÉCHANGES ET DE STIMULATION CRÉATIVE"

Les sujets traités en entreprise sont sérieux ? La concurrence est rude ? La marge est challengée ? Raison de plus pour s'approprier les vertus du rire spontané et sincère. Car il remet les enjeux en perspective et nous permet de

garder la bonne distance et la bonne analyse des situations. Je vous encourage également à faire tomber la

croissance qu'on ne peut pas présenter un plan stratégique, un business plan à trois ans, des résultats annuels, en introduisant une bonne dose d'humour.

Je reste pour ma part, circonspect, sur les nouvelles pratiques liées au yoga du rire, que je considère un tantinet forcées. J'ai peut-être tort sur le sujet. Je suis plus attentif et sensible aux ambiances dans les entreprises. Lorsqu'à l'accueil cela chahute et blague, que des rires s'échappent des salles de réunion, que des collaborateurs discutent spontanément avec moi à la machine à café sans me connaître, que l'humour se glisse dans les échanges.

J'y associe souvent liberté de ton et de parole, plaisir au travail, autonomie, sens des responsabilités, et suis rarement déçu de la réalité rencontrée.

Bref, autorisons-nous à rire, retrouvons notre âme d'enfant.

Et rions ! A gorge déployée ! ■

JULIEN MEUNIER
ASSOCIÉ KPMG

SÉCURISER SA SITUATION FISCALE AVEC L'ECF !

Dans la continuité des mesures relatives au « Droit à l'erreur » mises en place en 2018 et afin de renforcer la relation de confiance entre l'administration fiscale et les entreprises, ces dernières peuvent s'appuyer sur un nouveau dispositif : l'Examen de Conformité Fiscale (ECF). C'est une démarche volontaire de l'entreprise (individuelle ou société), quels que soient son chiffre d'affaires et son régime d'imposition, qui a pour but de sécuriser sa situation fiscale et de limiter les conséquences d'un futur contrôle fiscal.

Les textes d'application de l'ECF datent de janvier 2021, ils prévoient de confier à un « tiers de confiance », l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes par exemple, une mission contractuelle au cours de laquelle il s'engage à examiner 10 points précis et limités (prévus par arrêté ministériel) et à se prononcer sur leur conformité au regard des règles fiscales.

Parmi les points concernés par l'ECF, on

retrouve notamment l'examen du fichier des écritures comptables, des procédures d'archivage et de conservation des documents, ainsi que le respect des règles d'exigibilité en matière de TVA...



"L'ECF PERMET AUSSI DE RENFORCER LA RELATION DE CONFIANCE AVEC VOS PARTENAIRES BANCAIRES OU COMMERCIAUX"

A l'issue de sa mission, le « tiers de confiance » télétransmet à la Direction Générale des Finances Publiques un compte rendu de mission normé afin de matérialiser cette conformité :

- au plus tard le 31 octobre de l'année de dépôt de la déclaration des résultats pour les exercices correspondant à l'année civile
- ou dans les 6 mois suivant le dépôt de la déclaration

des résultats dans les autres cas L'obtention de l'ECF présente ainsi plusieurs intérêts pour les entreprises et ses dirigeants :

- lors d'un contrôle fiscal ultérieur, aucune pénalité et aucun intérêt de retard ne seront pratiqués en cas de redressement portant sur l'un des points validés dans le cadre de l'ECF,
 - cet audit préventif des points les plus régulièrement contrôlés fera l'objet d'une restitution et la présentation d'éventuelles recommandations,
 - il constitue un atout en cas de valorisation et de transmission de votre entreprise,
 - il permet de renforcer la relation de confiance avec vos partenaires bancaires ou commerciaux dès lors qu'il renforce la fiabilité comptable et fiscale de l'entreprise.
- Enfin, on peut imaginer qu'à terme l'administration orientera ses contrôles fiscaux prioritairement sur les entreprises qui ne disposeront pas de leur ECF ■

ALEXANDRE GHESQUIÈRE
AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

SALARIÉ ACTIONNAIRE : LE RACHAT DES ACTIONS EN CAS DE DÉPART DE CELUI-CI

En accueillant au capital des salariés, il est fondamental de prévoir, en tout cas pour les PME ou ETI dans lesquelles l'actionariat est souvent « resserré », les conditions dans lesquelles les autres associés (ou la société elle-même) pourraient racheter les actions d'un salarié si ce dernier n'était plus opérationnel dans la société.

Diverses clauses sont à prévoir dans le pacte qui liera le salarié et la société mais la clause dite de *good et bad leaver* doit être rédigée avec la plus grande prudence.

Les cas permettant le rachat d'actions doivent être définis avec la plus grande précision que ce soit les cas dans lesquels le salarié a eu un comportement fautif (démission prématurée, violation d'une clause de non-concurrence, licenciement pour faute grave ou lourde, etc.) ou les cas non fautifs (invalidité, décès, licenciement en dehors d'une faute grave ou lourde, etc.).

La mécanique juridique pour le rachat de ces actions est une promesse de vente. Le prix doit donc être à tout le moins déterminable. Certains praticiens prévoient que la détermination du prix sera faite par un expert au moment du départ. Nous conseillons au contraire de faire référence à un prix déterminable par une formule de manière à ce que le prix soit calculé rapidement. En effet, le recours à un tiers expert entraînera un allongement des délais dans une situation où bien

au contraire il sera impératif de racheter très rapidement les actions du salarié concerné. La formule de calcul $X \text{ REX} + \text{Trésorerie} - \text{Dettes}$ est souvent utilisée (le multiple X étant à déterminer entre les parties).

Il est tentant dans un cas de bad leaver de prévoir le rachat des actions à un prix minimum telle que la valeur nominale. Ce piège est à éviter dans la mesure où le salarié pourrait demander auprès d'un juge la reconnaissance d'une sanction financière excessive.

Également, dans l'hypothèse où l'option d'achat serait exercée par un autre actionnaire (ou la société elle-même) et où le salarié ne répondrait pas favorablement à la cession des actions, il est impératif de prévoir que le séquestre des fonds vaudra matérialisation de la cession des actions. Sans cela, une procédure judiciaire en exécution forcée sera nécessaire. Autant se l'éviter par une bonne rédaction du pacte.

Voici quelques exemples de pièges à éviter pour la rédaction d'une telle clause. Le recours à un avocat spécialisé en la matière est dès lors impératif. ■



"LA FORMULE DE CALCUL $X \text{ REX} + \text{TRÉSORERIE} - \text{DETTES}$ EST SOUVENT UTILISÉE"

BRUNO PLATEL
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

HARCÈLEMENT : DES PRÉCISIONS UTILES RELATIVES À L'ORGANISATION DES ENQUÊTES

En cas de faits portés à la connaissance de l'employeur susceptibles de caractériser une situation de harcèlement moral ou sexuel, l'employeur a l'obligation, au titre de son obligation de préservation de la santé physique et mentale des salariés, de réaliser une enquête afin de déterminer avec précision la réalité de la situation et, si elle est avérée, d'en tirer tous les conséquences sur le plan disciplinaire.

A défaut de cadre juridique précis à ce jour, 3 décisions rendues par la Cour de Cassation cet été fournissent des éclairages intéressants.

La première, rendue le 1er juin dernier, a le double intérêt de préciser que l'enquête peut être réalisée par la DRH et n'a pas à être obligatoirement confiée au CHSCT ou aujourd'hui à la CCST et de ne pas écarter la valeur probante de l'enquête au motif que seuls 8 salariés sur les 20 composant le service avaient été auditionnés.

La deuxième décision rendue le 29 juin dernier consacre le principe selon lequel « le respect des droits de la défense et du principe de la contradiction n'impose pas que, dans le cadre d'une enquête interne destinée à vérifier la véracité des agissements dénoncés par d'autres salariés, le salarié ait accès au dossier et aux pièces recueillies ou qu'il soit confronté aux collègues qui le mettent en cause, ni même qu'il soit entendu ».

La troisième décision rendue le même jour censure une Cour d'appel qui avait estimé que le licenciement du salarié n'était pas constitutif d'une cause réelle et sérieuse au motif que l'enquête interne avait été déloyale parce qu'elle s'était déroulée sans l'audition de l'ensemble des salariés témoins ou intéressés, que les salariées ayant dénoncé les faits avaient été entendues ensemble et sans que le compte-rendu ne soit signé et que la durée de l'interrogatoire n'était pas précisée. Pour la Cour de cassation, ces circonstances n'étaient pas de nature à écarter des débats le rapport d'enquête, ni a fortiori les autres pièces communiquées telles que les attestations de salariés.

En synthèse, on retiendra de ces décisions qu'en l'absence de cadre légal, l'employeur qui réalise une enquête interne ou externe a tout intérêt à définir au préalable le mode opératoire de l'enquête qui doit intégrer le double objectif en amont d'avoir une vision objective et exhaustive de la situation et en aval d'être aussi serein que possible dans la valeur probante de l'enquête menée et du rapport qui en le support final ■



"LE RESPECT DES DROITS DE LA DÉFENSE N'IMPOSE PAS QUE LE SALARIÉ AIT ACCÈS AU DOSSIER (...) NI MÊME QU'IL SOIT ENTENDU"



CINÉ-PIANO

Jeanne Cherhal enchante le cinéma lors d'un récital sur la scène du Bateau Feu mi-octobre. Seule au piano, elle interprétera de nombreux tubes composés pour *Pretty Woman*, *La Chanson d'Hélène* ou encore *Porque te vas*. Dans la tête des spectateurs, des images du *Parrain*, de *La Boum* et même des *Dents de la mer*.

Vendredi 14 octobre à 20h

9€

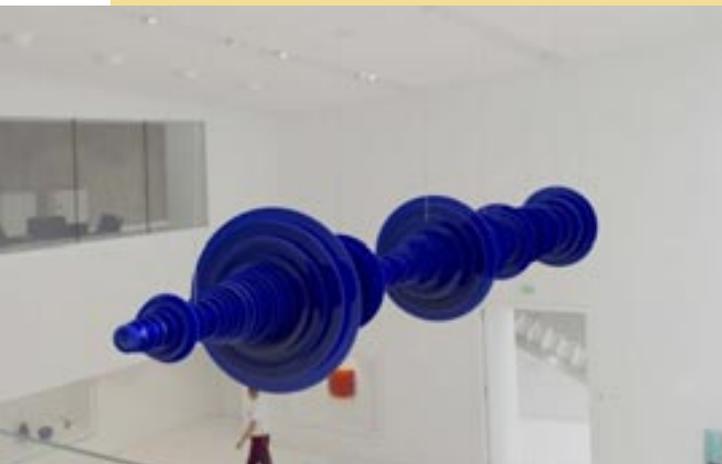
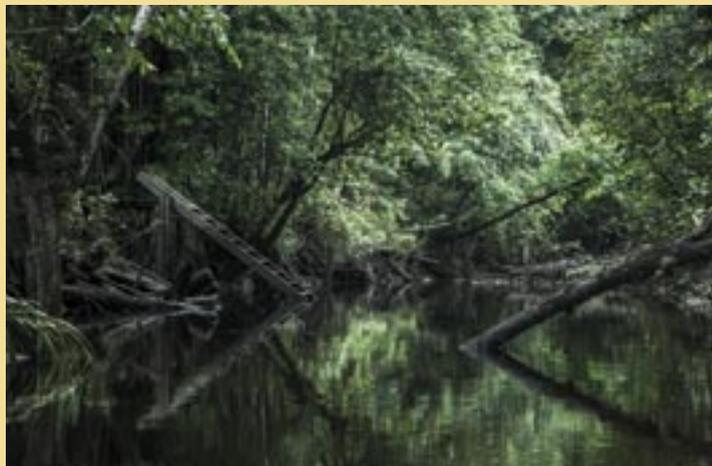
**Billetterie sur www.lebateaufeu.com
ou au 03 28 51 40 40**

PHOTAUMNALES CARTOGRAPHIÉES

Cette année, le festival picard Les Photaumnales prend un grand bol d'air. Avec une programmation tout terrain, en extérieur, dans les villes et villages du sud des Hauts-de-France. La thématique Cartographie permet une mise en lumière d'un ensemble de lignes et de couleurs du territoire. De quoi apprécier toute la richesse et la diversité de celui-ci. Le territoire n'étant plus limité et limitant, le festival accueille également cinq photographes ukrainiens.

Jusqu'au 31 décembre

Programmation et lieux d'exposition à découvrir sur www.photaumnales.fr



MAXWELL AU MUSVERRE, VOL. 2

Le souffleur de verre franco-américain Jeremy Maxwell Wintrebert est au MusVerre depuis deux ans. D'abord avec *Chapitre 1 : Adèle* qui a exploité toutes les potentialités rayonnantes du verre. Cette année, avec *Chapitre 2 : Terminal*, Jeremy Maxwell Wintrebert explore la perception et la substance à travers différentes techniques de travail du verre. La fusion, la matière, le souffle, le liquide s'unissent pour faire émerger un 5e élément, l'éther.

A découvrir jusqu'au 8 janvier 2023.

www.musverre.lenord.fr

ACCORD JAZZ

Le crooners anglais Hugh Coltman s'allie au guitariste Matthis Pascaud pour un album aux couleurs chaudes du jazz de la Nouvelle-Orléans des années 60. Cette même région du sud des Etats-Unis qui a vu naître le pianiste Malcolm John Rebennack Jr, qui a mêlé toute sa carrière jazz, blues et funk. Hugh Coltman et Matthis Pascaud seront sur la scène du Théâtre Charcot de Marcq-en-Baroeul début novembre dans le cadre du festival Jazz en Nord.

Mercredi 2 novembre à 20h30

15€/21€

Info et réservation sur www.jazzenord.com



A L'HEURE ANGLAISE

Entre le XIXe et le XXe siècle, Roubaix et l'Angleterre ont entretenu une admiration réciproque sur leur industrie textile respective, mais aussi une concurrence exacerbée.

La période sera marquée de rendez-vous réguliers, d'échanges commerciaux et même d'une visite de la reine Elizabeth II en 1957 dans nos usines textiles. Mode, motifs et enseignements à découvrir dès le 8 octobre au musée La Piscine.

Jusqu'en janvier 2023.

Du mardi au dimanche dès 11h (13h le week-end)
11€ / 9€

www.roubaix-lapiscine.com - 03 20 69 23 60

PLANCHES CYNIQUES

Marie et Denis s'aiment depuis 40 ans. Mais un faux pas de leur fils Tom — un de ceux qui bouleverse le reste d'une vie — pourrait bien tout faire basculer. Pour s'en sortir, le couple, interprété par Marie-Anne Chazel et Régis Laspalès, devra s'armer de sang-froid, de beaucoup d'alcool mais surtout d'une pioche et d'une pelle... La famille et le potager, une pièce décalée au cynisme décapant écrite par Bob Martet. A découvrir au Théâtre de Béthune le 13 octobre.

20h au Théâtre de Béthune. Entre 26 et 42€.

Billetterie sur www.theatre-bethune.fr

03 21 54 97 40



PORCELAINES ROYALES

Cet automne, le Château de Compiègne révélera ses collections cachées de céramique du XIXe siècle. L'une des plus riches collections d'art conservée par un musée national en France. La soixantaine de pièces présentée dès cet automne invite au voyage, en Italie, en Egypte, en Chine..., mais aussi dans le temps. Avec des pièces d'anciens châteaux royaux ou palais impériaux.

Dès le 22 octobre jusqu'en septembre.

Tous les jours de 10h à 18h - 7,50€

www.chateaudecompiègne.fr

03 44 38 47 02



VILLES NATURELLES

Barcelone, Shanghai, Marrakech, Toulouse, Turin, Lille... Plongée dans ces villes qui tendent à réconcilier environnement urbain et nature. L'expo Villes vivantes explore ces relations entre habitants, faune, flore, climat et usages en ville. Une production du WAAO, en association avec le Bazaar St So.

Jusqu'au 6 novembre. Gratuit. Du lundi au samedi. 12h à 18h

292 rue de Camille Guerin, Lille

www.waao.fr

Le goût d'ECO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci, le Rozo, à Marcq-en-Barœul



Le Rozo réussit son transfert marquois

Ils ont connu le succès rue de la Monnaie à Lille. Depuis mai dernier, au terme de deux ans de travaux, ils ont rouvert, cette fois au bourg de Marcq, entre l'église Saint-Vincent « et la rivière Marque et (...) un petit port de plaisance, propices aux promenades bucoliques » dans une ancienne imprimerie. Diego Delbecq et Camille Palteau (Marc Meurin puis Plaza Athénée, parcours qui peut enorgueillir) ont confié à l'agence Pollux (Paul Kuseni et Kristel Martin) la réhabilitation et l'adaptation des beaux volumes de ce site industriel. Tout a été l'objet d'une attention particulièrement efficace : la salle de restaurant quasi cubique, devant la grande cuisine vitrée, sous la haute toiture métallique, ceinte d'une mezzanine où peut être servi l'apéritif vespéral, le plancher quadrillé, le mobilier de juste hauteur, tables rondes espacées en noyer et fauteuils tulipes pivotants, dans les tons marron à beige clair, jusqu'au confort acoustique. Le résultat est tout simplement remarquable, sans ostentation.

Au déjeuner, sont proposés deux menus à 37€ et 64€ (le soir à 85€ et 105€). Ils sont précédés de trois amuse-bouche, une tartelette, carotte, poutargue à la pâte très fine, une bouchée de bonite garnie daïkon (navet japonais) juste croquant comme il faut, et une remarquable boule de pain soufflé

fourrée de tomate et parmesan, de croquant et caractère bien affirmés.

Pour entrées du jour, « carottes, condiments estragon, kacha », quelques rondelles, bâtonnets et lamelles de carottes sur kacha (petite bouillie de céréales) et betteraves, gentiment parfumée ou « foie gras d'oie, haricots, raisins » en fins petits copeaux sur un fagot de haricots verts presque crus et quelques raisins secs réhydratés.

En guise de plats : une « poulette farcie, blette et bisque », suprême couvert d'une farce à la langoustine, à la cuisson moelleuse et juteuse, accompagné de blettes en trois modes : côtes, feuilles cuites et en salade fine, dans une bisque finement parfumée ; le poisson de ce jour est une lotte, très bien parée, peu cuite, servie avec un riz koshi hikari (riz utilisé pour faire les sushis) et relevée à l'algue et d'une sauce légère.

Le dessert « poire, basilic et pignons », petits quartiers de poires cuites, glace basilic et petits cylindres de meringue, dans un format avant-dessert, est léger comme une bouffée d'air parfumé.

Tout ceci, en quantité mesurée, servi dans des assiettes discrètes, est composée avec une technique minutieuse particulièrement pour le plaisir des yeux (et la photo).

La carte des boissons est très riche de références recherchées, rien moins que trois pages pour les champagnes.

Ouvert depuis mai, le Rozo a réussi son déménagement à Marcq-en-Barœul. Où l'a suivi la clientèle, dans ce lieu bien choisi et bien restauré.

La sélection au verre, domaine de Balanca, richement fruité, le saint Emilion grand cru La Chapelle Lescours 2013, le rasteau du domaine Boutin, est très convaincante.

La maison est contente de son succès ; et la réservation long terme indispensable (à tel point que le site n'indique pas les jours et heures d'ouverture). **Didier Nicolas**



LE ROZO
34 rue Raymond Derain
à Marcq-en-Barœul
03 62 27 72 52
www.restaurant-rozo.fr
Menus 37-64 € (déjeuner) ;
85-105 € (soir)





Votre histoire stimule le futur.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



BANQUE
PRIVÉE

Toutes les histoires d'entrepreneurs sont singulières.
Certaines s'enracinent depuis plusieurs générations. D'autres sont plus récentes,
comme celles de start-up promises à un avenir robuste.

Ces histoires, pourtant différentes,
provoquent la même prise de conscience.

Celle de démontrer que c'était possible.
Avec une conséquence positive immédiate, celle de stimuler le futur.

**Notre Banque privée accompagne les projets de vie des dirigeants d'entreprise,
Ensemble nous structurons le présent et construisons l'avenir
pour plus de sérénité.**

Sébastien YSEBAERT Banquier Privé - 06 98 51 39 04* - sebastien.ysebaert@hdf.caisse-epargne.fr**

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Eurallille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle - Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs - n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex. Crédit photo : Samuel Dhote - Septembre 2022
* Appel non surtaxé, coût selon votre opérateur. ** Coût de connexion selon votre fournisseur d'accès

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



IRD

**POUR
LE SUCCÈS DE
L'ENTREPRENEUR.**

**POUR
LA RÉUSSITE
DU TERRITOIRE.**

Dans un monde qui a besoin d'audace et d'initiatives innovantes face aux défis économiques, sociétaux et environnementaux, l'IRD invente depuis 1956 les solutions en réponse aux entrepreneurs pour développer leur business.

En complément du monde bancaire, institutionnel ou politique, l'IRD milite pour un entrepreneuriat facilité et engagé, pour que puissent émerger et aboutir les projets porteurs de sens et d'avenir.

L'IRD s'appuie sur l'expertise de plus de 50 collaborateurs aux compétences et aux valeurs reconnues, pour accompagner les transformations économiques, sociétales et environnementales de nos entreprises et de nos territoires.

NOS MÉTIERS



IRD INVEST
Capital investissement



IRD M&A
Fusions-acquisitions



IRD IMMO
Immobilier d'entreprises



IRD Solutions
Conseil stratégique
et démarche RSE